



ÉMISSION OBLIGATAIRE ODD DU BENIN



Rapport d'impact 2023

Septembre 2023



Sommaire

LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES	3
MOT DU MINISTRE	4
RESUME EXECUTIF	5
VUE D'ENSEMBLE	7
EVOLUTIONS RECENTES DES ODD AU BENIN	9
Faits marquants sur le cadre d'analyse et de suivi	10
Interdépendances entre les ODD et tendance	12
RETOUR SUR L'ALLOCATION	16
Rappel de l'allocation initiale	17
Ajustements du portefeuille et principales réformes	18
PRINCIPAUX BENEFICIAIRES ET IMPACTS	19
ZOOM SUR LE PRINCIPE « NE LAISSER PERSONNE DE COTE »	47
FOCUS SUR QUELQUES PROJETS/PROGRAMMES	52
ANNEXES	58

LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ASIN :	Agence des Systèmes d'Information et du Numérique
CNHU-HKM :	Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou Maga
CHD :	Centre Hospitalier Départemental
CHUD :	Centre Hospitalier et Universitaire Départemental
CPN :	Consultation Périnatale
DPAF :	Direction de la Programmation, de l'Administration et des Finances
ELV :	Examen Local Volontaire
ESG :	critères Environnementaux, Sociaux et de bonne Gouvernance
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FNODD :	Forum National sur les ODD
ICMA :	International Capital Market Association
INStad :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
IRM :	Imagerie par Résonance Magnétique
km :	kilomètre
m ³ /h :	mètre cube par heure
MAEP :	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MASM :	Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance
MCVT :	Ministère du Cadre de Vie et des Transports
MEEM :	Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines
MEMP :	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MESRS :	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MESTFP :	Ministère de l'Enseignement Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
MND :	Ministère du Numérique et de la Digitalisation
MPMEPE :	Ministère des Petites et Moyennes Entreprise et de la Promotion de l'Emploi
MS :	Ministère de la Santé
MTCA :	Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts
ODD :	Objectifs de Développement Durable
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
OPA :	Organisation de Producteurs Agricoles
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
RDLP :	Responsable du Développement Local et de la Planification
SBEE :	Société Béninoise d'Energie Electrique
SDG :	Sustainable Development Goals
SDR :	Sustainable Development Report
SDSN :	Sustainable Development Solutions Network
SE :	Secrétaire Exécutif
SIG-ODD :	Système Intégré de Gestion des ODD
TBS :	Taux Brut de Scolarisation
TNS :	Taux Net de Scolarisation
VE :	Vigeo Eiris



MOT DU MINISTRE

Depuis 2020, le monde a traversé plusieurs crises historiques (Covid-19, crises sécuritaires, guerre russo-ukrainienne, ...) qui ont révélé la faiblesse des systèmes de santé, les menaces pesant sur la sécurité alimentaire et les risques d'accroissement des inégalités. Ces crises, qui affectent particulièrement les populations les plus vulnérables, appellent à une accélération de nos efforts collectifs en faveur des Objectifs de Développement Durable.

Simultanément, le durcissement global des conditions de marché observé depuis 2022 a entraîné un renchérissement des coûts de financement pour les émetteurs émergents, faisant peser des risques sur le rythme du financement des ODD. Dans ce contexte, nous restons convaincus de l'importance de la mobilisation de financements innovants bénéficiant de labellisations ESG.

Le Document-Cadre ODD, évalué par Moody's Corporation, dont s'est doté le Bénin en 2021, et notre première émission Eurobond ODD réalisée en juillet 2021, s'inscrivent dans cette dynamique. Via cette opération ODD, la première réalisée par un émetteur souverain sur le continent Africain, le Bénin a franchi une nouvelle étape dans son engagement en faveur de la réalisation de l'Agenda 2030, en mobilisant pour la première fois un instrument exclusivement dédié à l'atteinte des ODD.

Dans ce cadre, notre pays a pris des engagements forts devant les investisseurs internationaux, dont la production annuelle d'un rapport d'impact, dont ce document constitue la 2^e édition. Perpétuant nos engagements de transparence vis-à-vis des investisseurs du Bénin, ce rapport résume les efforts effectués par notre pays en faveur des ODD, et illustre de façon concrète les avancées réalisées dans les secteurs clés tels que l'éducation, la santé, le développement d'une agriculture durable, l'accès à l'eau potable et à l'énergie propre.

Si l'émission ODD de 2021 constituait une première pour le Bénin et sur le continent africain, nous comptons plus que jamais maintenir cette dynamique en vue de l'atteinte des cibles des ODD d'ici à 2030, par l'approfondissement de notre stratégie de financement ODD, et par la poursuite de nos efforts d'innovation financière.

Romuald WADAGNI

Ministre de l'Economie et des Finances, en charge de la Coopération,
Ministre d'Etat



Résumé exécutif

Le présent rapport, préparé dans le cadre du 2^{ème} anniversaire de l'émission Eurobond ODD réalisée par le Bénin en juillet 2021, offre une mise à jour des impacts économiques, sociaux et environnementaux générés ou induits par les projets et programmes ayant bénéficié des ressources de cette opération.

Ce rapport permet également de rendre compte de certains ajustements opérés sur le portefeuille de projets fléchés. Ainsi, deux principaux secteurs ont connu quelques réaménagements en vue d'une plus grande efficacité de l'action publique. Il s'agit : (i) du numérique¹ avec la création² de l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique (ASIN) qui consacre la fusion des anciennes agences existantes dans ce secteur préalablement bénéficiaires des ressources ODD ; et (ii) de l'eau³ avec la réhabilitation et densification de certaines adductions d'eau villageoises.

Ce rapport d'impact a été préparé avec l'ensemble des acteurs concernés sur la base des données provenant de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie, ainsi que des Ministères sectoriels et Unités de gestion des projets.

Par ailleurs, l'un des faits marquants du cadre d'analyse et de suivi des ODD souligné dans le rapport est l'organisation du Forum National sur les ODD (FNODD)⁴, tenu à Cotonou du 30 mai au 1^{er} juin 2023, autour du thème central « Renforcer la résilience pour accélérer l'action locale en faveur des ODD ». Cette grande rencontre a consacré la dissémination des différents rapports d'Examens Locaux Volontaires (ELV) des communes d'Abomey-Calavi, de Nikki, de Bassila et d'Avrankou ainsi que le partage d'expériences entre les pairs. De plus, le rapport présente les performances du Bénin sur les 17 ODD extraites du rapport mondial 2023 sur le développement durable (SDR, 2023). Il en ressort que le Bénin a été classé 5^{ème} au plan mondial pour l'indice SDG Effort, qui mesure les efforts et engagements des gouvernements pour l'atteinte des ODD, et occupe la 140^{ème} place sur 166 pays contre un rang de 153^{ème} en 2022, pour l'index ODD.

¹ Les huit (08) projets initialement bénéficiaires de l'allocation dans le secteur du numérique ont été regroupés en trois (03) projets sans modification des montants de base.

² Plusieurs agences ont été fusionnées pour la création de l'ASIN, il s'agit de : l'Agence du développement du numérique (ADN), l'Agence des services et systèmes d'information (ASSI), l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et l'Agence béninoise du service universel des communications électroniques et de la poste (ABSUCEP)

³ Le Projet de Réhabilitation des Adductions d'Eau Villageoises a été intégré au portefeuille en remplacement du Projet Equité de construction de 80 nouveaux systèmes dans les zones critiques

⁴ Confère page 11

Quelques réalisations et principaux bénéficiaires

2 FAIM
«ZÉRO»



146 projets d'entrepreneurs agricoles bénéficiaires de facilités d'accès aux crédits à fin 2022 contre 116 projets à fin 2021

4 ÉDUCATION
DE QUALITÉ



389 346 nouveaux écoliers bénéficiaires du programme de cantines scolaires, soit un total de 1 050 000 enfants à fin 2022

8 TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE



215 913 bénéficiaires de microcrédits en 2022 dont 81,7% de femmes et 1 051 allocataires du programme d'emploi-aidé en 2022 dont 33% de femmes

9 INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE



204 personnes malvoyantes inscrites dans les 3 salles de classe numériques ouvertes en 2022 à leur profit (Cotonou, Parakou, Comè)

12 CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES



3 254 nouveaux ménages bénéficiaires de la pré-collecte des déchets en 2022 dans les communes de Cotonou, Abomey-Calavi, Sèmè-Podji, Ouidah, Porto-Novo, soit un total de 412 434 ménages à fin 2022

Le rapport met également l'accent sur le principe « ne laisser personne de côté » par l'analyse des tendances infranationales notamment en vue d'appréhender les écarts au niveau des départements afin que personne ne soit laissé pour compte. L'analyse a donc porté sur certains indicateurs ODD concernant les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement et de l'énergie ; les départements de l'Atlantique, de l'Ouémé et du Littoral s'étant démarqués positivement pour l'ensemble des secteurs étudiés

Enfin, le rapport présente un focus sur cinq (05) projets à fort impact ODD adressant les catégories de dépenses en lien avec l'accès à l'eau potable (01 projet), l'accès à une énergie à bas-carbone (01 projet), l'habitat décent (01 projet) et l'élargissement des services éducatifs (02 projets).

Vue d'ensemble

La dynamique engagée par le Bénin pour l'atteinte des ODD a permis de concentrer l'action publique sur l'exécution et le financement de projets à forts impacts en vue de répondre aux attentes des citoyens. A travers le Cadre Décennal d'Actions pour l'Accélération de la mise en œuvre des ODD 2021-2030 mis en place, le Gouvernement entend accompagner davantage tous les secteurs à trouver des solutions rapides et urgentes pour « ne laisser personne de côté ».

Les chocs successifs de la Covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne ont affecté la capacité des pays à s'engager en faveur de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, et augmenté les risques d'accroissement des inégalités au sein des populations. Dans ce contexte, le Bénin accorde une importance centrale au renforcement du capital humain et à la réduction des inégalités, en phase avec l'orientation sociale du Programme d'Action du Gouvernement (2021-2026).

A titre illustratif, 45,6%⁵ du Budget de l'Etat (gestion 2023) est dédié aux dépenses à forte dimension sociale. L'importance accordée par le Gouvernement à la réduction des inégalités s'est notamment exprimée par les mesures prises dans le but de contenir les effets inflationnistes des crises actuelles.

Par ailleurs, dans la continuité de son fort engagement pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies, le Bénin s'est doté en 2021 d'un document-cadre ODD, conforme aux meilleurs pratiques de marché en finance durable, pour la mobilisation des ressources durables. C'est ainsi qu'en juillet 2021, le pays a émis un Eurobond ODD, une première sur le continent africain.

L'édition 2023 du rapport d'impact propose une mise à jour des principales réalisations et bénéficiaires finaux des projets, programmes et dépenses éligibles financés par les fonds de l'Eurobond ODD du Bénin. Il a été préparé avec l'ensemble des acteurs concernés et est le fruit de l'apport conjoint, entre autres, des Unités de gestion desdits projets/programmes, des Directeurs de la Planification de l'Administration et des Finances des Ministères sectoriels, de la Direction Générale de la Coordination et du Suivi des Objectifs de Développement Durable. Les données utilisées proviennent de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie pour ce qui concerne principalement les

⁵ Direction Générale du Budget (2023)

indicateurs sur les cibles prioritaires ODD ainsi que des Ministères sectoriels et Unités de gestion des projets pour les données de réalisation et les effectifs de bénéficiaires finaux touchés.

Les caractéristiques et éléments nouveaux mis en exergue dans cette édition se rapportent principalement à : (i) la construction du réseau d'interdépendance entre les ODD à partir de l'ODD ayant le plus de liens avec les autres objectifs (contrairement à l'édition précédente du rapport où l'interrelation était examinée sur la base de l'ODD/secteur ayant bénéficié le plus de ressources de l'Eurobond) ; (ii) l'ajout de l'analyse infranationale pour certains secteurs clés tels que l'éducation, la santé, l'énergie, le logement en cohérence avec le principe « ne laisser personne de côté » qui s'apprécie plus aisément à une maille territoriale ; et (iii) la présentation des tendances sur l'évolution des indicateurs et effectifs des bénéficiaires touchés.

Le rapport, structuré en quatre grandes parties, aborde les performances récentes sur les ODD au Bénin à travers les faits marquants sur le cadre d'analyse et de suivi ainsi que les tendances des indicateurs, avant de revenir sur l'allocation faite par la présentation des ajustements opérés sur le portefeuille de projets, y compris les réformes et réaménagements concernés. Ensuite, après avoir offert une mise à jour détaillée des principales réalisations et bénéficiaires finaux par pilier et catégorie des dépenses éligibles, le document met l'accent sur le principe « ne laisser personne de côté » par l'analyse départementale des tendances infranationales dans quelques secteurs et s'achève par une attention particulière à quelques projets du portefeuille d'allocation.

S&P Global
Ratings

MOODY'S | ESG Solutions

vigeo eiris

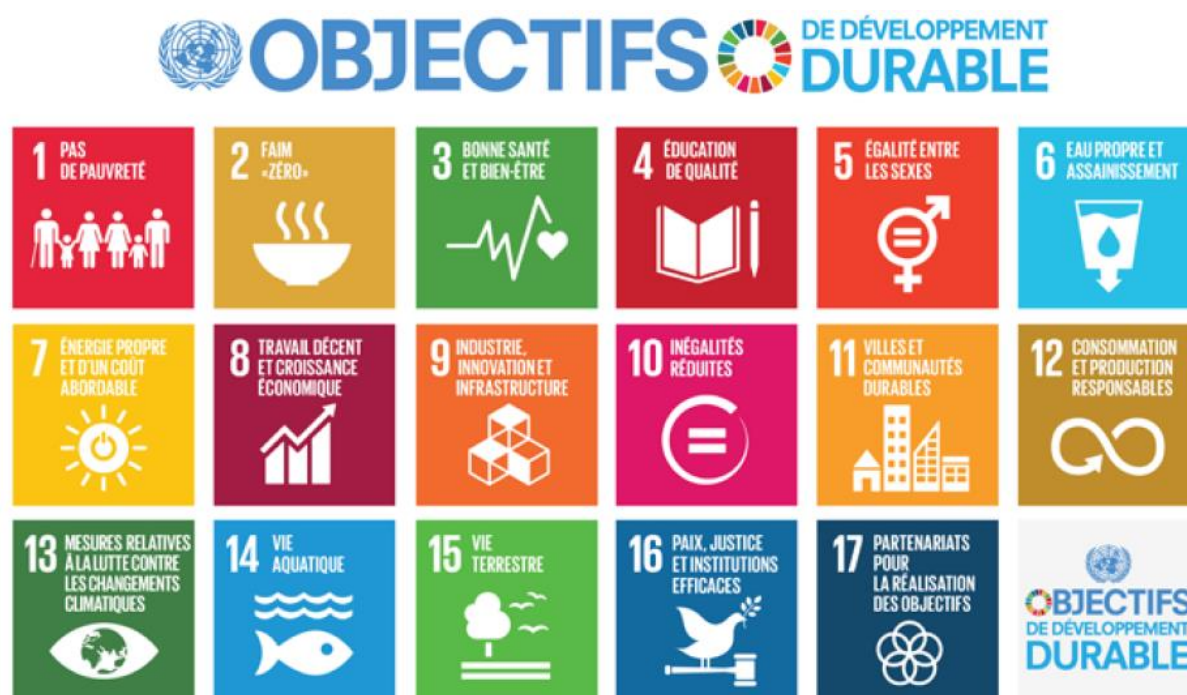
Deloitte.

 **NATIXIS**
CORPORATE AND
INVESTMENT BANKING

 **Rothschild & Co**

EVOLUTIONS RECENTES DES ODD AU BENIN

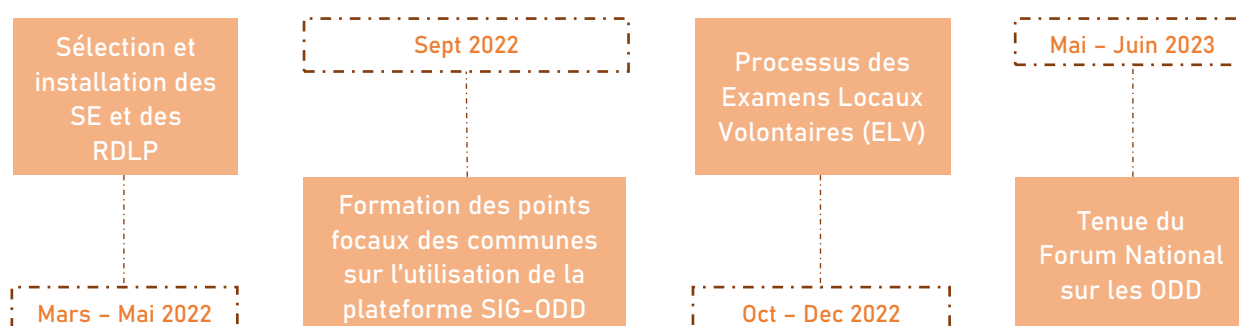
Cette section met en exergue les progressions du pays vers l'atteinte des ODD, ainsi que les tendances et interdépendances entre les indicateurs.



Faits marquants sur le cadre d'analyse et de suivi

L'une des récentes réformes menées en vue d'accélérer la réalisation des ODD notamment au niveau local est l'adoption de la loi n°2021-14 du 20 décembre 2021 portant réforme du code de l'administration territoriale en République du Bénin en vue de séparer les fonctions administratives et techniques de celles politiques. Cette réforme a institué entre autres la création des postes de Secrétaires Exécutifs (SE) et de Responsables du Développement Local et de la Planification (RDLP). Ces nouveaux acteurs ont été installés dans leurs fonctions en vue de faciliter le suivi et l'évaluation des ODD notamment au niveau communal.

Figure 1 : Chronologie des faits marquants de mars 2022 à juin 2023



Source : DGCS-ODD, 2023



Dès leur installation, divers ateliers et séances de renforcement de capacités ont été réalisés pour faciliter l'appropriation par ces acteurs et accélérer l'atteinte des cibles prioritaires ODD comme le montre la figure 1. Il s'agit essentiellement des ateliers de renforcement de capacités des acteurs communaux sur l'utilisation de la plateforme intitulée « Système Intégré de Gestion des ODD (SIG-ODD) ». Ces rencontres ont permis de mieux outiller les communes pour mettre en place un dispositif de collecte de données et renseigner les indicateurs ODD relevant de leur compétence.

Par ailleurs, le Bénin a connu sa première expérience des Examens Locaux Volontaires (ELV) en 2022 au niveau de quatre (04) communes sélectionnées par catégorie⁶ de façon aléatoire parmi les quarante-et-une (41) communes ayant candidaté. Il s'agit d'une commune à statut particulier (Abomey-Calavi), d'une commune à statut intermédiaire (Nikki) et de deux communes à statut ordinaire (Avrankou et Bassila).



La première édition du Forum National sur les ODD (FNODD)⁷ au Bénin a été organisée du 30 mai au 1^{er} juin 2023 autour du thème central « *Renforcer la résilience pour accélérer l'action locale en faveur des ODD* ». Elle a consacré la dissémination des différents rapports d'ELV ainsi que le partage d'expériences entre les pairs.

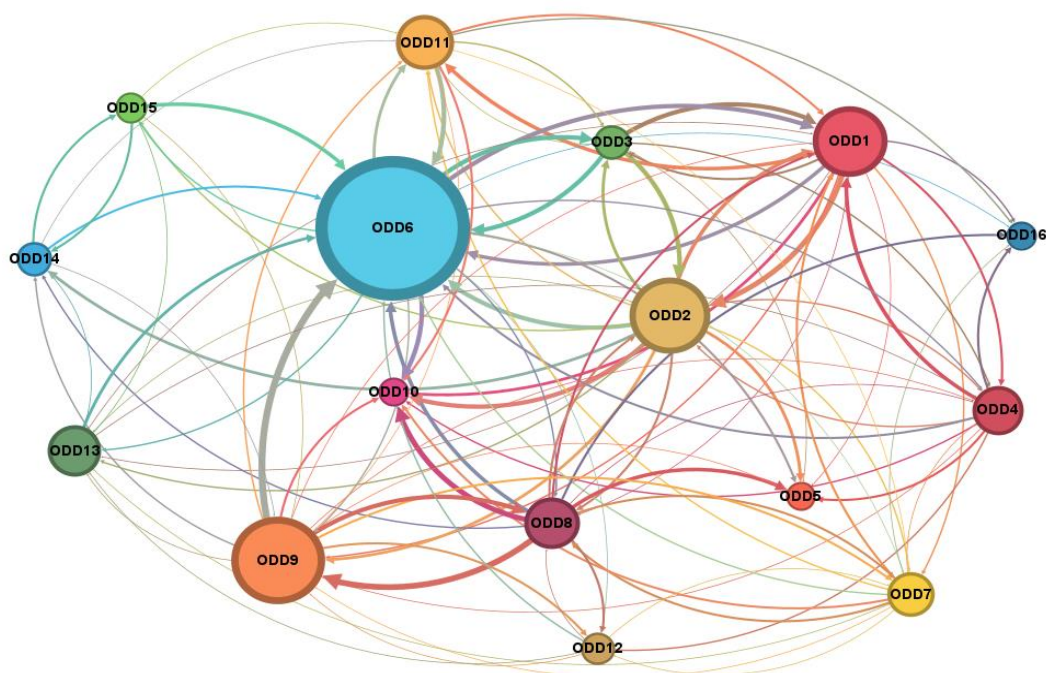
⁶ On distingue au Bénin, trois catégories de communes : (i) celles à statut ordinaire, (ii) celles à statut intermédiaire, et (iii) celles à statut particulier. Les communes à statut particulier sont celles dont la population est d'au moins 200 000 habitants et qui ont mobilisé, sur une période de trois années consécutives, des ressources propres s'élevant à un milliard de francs CFA au minimum. Les communes à statut intermédiaire regroupent celles qui soit sont chef-lieu de département, soit ont une population d'au moins 100 000 habitants et ont mobilisé de façon consécutive sur les trois ans précédant l'année d'évaluation, des ressources propres s'élevant à 500 000 000 FCFA ou encore ont joué un rôle prépondérant dans l'histoire du Bénin. Le reste est classé dans la catégorie des communes ordinaires.

⁷ Lien d'accès à la plateforme du forum et aux rapports des ELV : <https://oddbenin.gouv.bj>

Interdépendances entre les ODD

Cette section fait ressortir les effets d'entraînement qui existent entre les cibles prioritisées qui sont directement appréhendées par les catégories de dépenses éligibles⁸ et les autres cibles des ODD 1 à 16 prioritisées par le pays. Les résultats sont présentés par ODD suite à l'agrégation des liens par cible⁹.

Figure 2 : Interdépendances entre les ODD



Source : DGCS-ODD, 2023¹⁰

La figure 2 utilise les valeurs des fréquences absolues agrégées par ODD (voir annexe 3 pour la méthodologie suivie), des liens de chaque cible prioritisée adressée par une catégorie de dépenses éligibles vers les autres cibles prioritisées des ODD 1 à 16 par le pays¹¹. La taille du cercle indique la valeur agrégée de tous les liens entre un ODD et un autre ODD. Un grand cercle indique une valeur agrégée élevée et vice-versa. Dans le réseau d'interdépendance, les ODD avec une valeur agrégée plus grande peuvent jouer un rôle intermédiaire important en connectant les ODD sans lien direct. Ainsi, ce sont les ODD 6 (Eau propre et assainissement), ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures,), ODD 1 (Pas de pauvreté), ODD 2 (Faim zéro) et ODD 4 (Education de qualité) qui ont des valeurs agrégées plus grandes.

⁸ Lorsque plusieurs projets d'une catégorie de dépenses éligibles adressent une même cible, ce lien est considéré une seule fois

⁹ Les interactions entre les cibles d'un même ODD ne sont pas prises en compte

¹⁰ Inspiré des travaux de Jeff Mohr sur les interactions entre ODD, les détails méthodologiques sont présentés en annexe 2

¹¹ Les liens d'une cible prioritisée avec une autre d'un même ODD ne sont pas prises en compte

En outre, la figure 2 met en évidence la nature interconnectée des ODD. Ceci suggère des efforts particuliers afin de s'assurer qu'au regard des liens entre les ODD et leurs cibles, les actions menées adressant un ODD donné n'entravent pas ou concourent à l'atteinte d'un ou plusieurs ODD en particulier ceux transversaux comme l'égalité entre les sexes ou la réduction des inégalités.

L'objectif ici est de fournir un aperçu des contributions des catégories de dépenses et donc des projets du portefeuille ODD financés par l'Eurobond à l'atteinte des ODD, ainsi que les effets d'entraînement d'un ODD sur d'autres ODD. De plus, ces résultats permettent de voir comment le financement de projets à forts impacts pourraient accélérer l'atteinte des ODD.

Par ailleurs, l'illustration des interactions des ODD a été construite autour de l'ODD 6. En effet, il s'agit de l'ODD ayant l'effet contributif le plus important à la catégorie de dépenses éligibles « Accès à l'Eau Potable et Traitement des Eaux Usées » qui a bénéficié de 17,5% de l'enveloppe totale de l'émission inaugurale ODD.

Ainsi, les investissements pour un accès à l'eau potable (ODD 6) ont des effets d'entraînement sur vingt-quatre (24) cibles priorisées associées à treize (13) ODD. Plus précisément, les investissements en matière d'accès à l'eau potable influenceront la réduction de la pauvreté (ODD 1), l'amélioration de l'hygiène et de la santé (ODD 3) ; l'éducation de qualité (ODD 4) ; l'égalité des sexes et la lutte contre les discriminations (ODD 5), l'accès de tous à des services énergétiques abordables et propres (ODD 7), la croissance inclusive et l'emploi (ODD 8), l'innovation et la mise en place d'infrastructures (ODD 9), l'égalité des chances et la réduction des inégalités dans le pays (ODD 10), les villes et communautés durables (ODD 11) ; les modes de consommation et production durables (ODD 12) ainsi que la formation et l'information environnementale (ODD 13 et 15) et la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable (ODD 16).



Tendance des ODD

La figure 3 se rapporte au tableau de bord des ODD présentant les performances du Bénin sur les 17 objectifs. Ce tableau de bord est extrait de l'édition mondiale du rapport sur le développement durable 2023 (SDR, 2023) élaboré par le Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN)¹².

Des tendances¹³ affichées dans le rapport, le Bénin reste en passe d'atteindre les ODD 12 « Consommation et production responsables » et ODD 13 « Lutte contre les changements climatiques », à l'instar de la situation présentée dans le rapport 2022. Le rapport mentionne également, malgré les défis soulignés l'année précédente, que le pays est en bonne voie pour les ODD 1 « Pas de pauvreté », ODD 10 « Inégalités réduites » et souligne l'amélioration des statuts des ODD 8 « Travail décent et croissance économique », ODD 9 « Industrie, innovation et infrastructures » et ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs ». Toutefois, des défis subsistent encore pour la réalisation des ODD 3 « Bonne santé et bien-être », ODD 4 « Education de qualité », ODD 5 « Egalité des sexes », ODD 6 « Eau propre et assainissement », ODD 7 « Energie propre et d'un coût abordable », ODD 11 « Villes et communautés durables », ODD 14 « Vie aquatique » et ODD 16 « Paix, justice et institutions efficaces ».

Figure 3 : Tableau de bord et tendances des ODD au Bénin en 2023



Source : Rapport sur le développement durable, SDSN, 2023

¹² Sustainable Development Report - Sustainable Development Report <https://resources.unsdsn.org/sdr-2023>

¹³ La couleur verte du logo d'un ODD indique que la réalisation de l'objectif est effective. Une couleur jaune indique que les défis demeurent et les couleurs orange et rouge indiquent respectivement la présence « d'importants » et de « grands (ou majeurs) » défis

Par ailleurs, le rapport présente également le classement des pays sur la base de deux types d'indicateurs : i) un index ODD (SDG Index) et (ii) un indice de mesure des efforts et engagements des gouvernements en matière d'ODD (SDG Effort)¹⁴. Il ressort que le Bénin a été classé 5^{ème} au plan mondial pour le SDG Effort avec un score de 78,7. S'agissant du SDG Index, le Bénin occupe la 140^{ème} place avec un score de 55,1 sur 166 pays contre un rang de 153^{ème} en 2022, pour une notation de 51,2.

¹⁴ Lien rapport SDSN 2023 : <https://resources.unsdsn.org/sdr-2023>



RETOUR SUR L'ALLOCATION

Cette section rappelle l'allocation initiale et présente les réaménagements mineurs opérés sur le portefeuille de projets ainsi que les réformes et réaménagements opérés dans les secteurs concernés. Les ajustements portent notamment sur des fusions de projets, initialement bénéficiaires des ressources de l'Eurobond.



Rappel de l'allocation initiale

Le rapport publié en 2022 sur l'allocation de l'émission inaugurale Eurobond ODD du Bénin montre la répartition des ressources par catégorie de dépenses éligibles, présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Récapitulatif des allocations des fonds sur les projets du portefeuille

Piliers	Nb catégories éligibles	Nb projets financés	Remboursement		Nouveau financement		Allocation totale	
			Montant (en millions €)	Part (%)	Montant (en millions €)	Part (%)	Montant (en millions €)	Part (%)
Population	5	31	173,2	49,4	177,3	50,6	350,5	72,2
Prospérité	3	15	24,7	45,9	29,1	54,1	53,8	11,1
Planète	3	9	38,5	53,1	34,0	46,9	72,5	14,9
Partenariats	1	2	6,3	73,2	2,3	26,8	8,5	1,8
Ensemble	12	57	242,7	50	242,7	50	485,4	100

Source : MEF, juillet 2022

A la faveur des réformes opérées dans quelques secteurs au cours de l'année 2022, il est apparu nécessaire de procéder à un réajustement du portefeuille pour faciliter le suivi des impacts des projets financés par l'Eurobond ODD. Le point des réformes intervenues ainsi que l'ajustement du portefeuille sont présentés dans la section suivante.

Ajustements du portefeuille et principales réformes

Deux principaux secteurs ont connu quelques restructurations en vue d'une plus grande efficacité de l'action publique. Les réaménagements réalisés concernent les secteurs suivants : (i) le numérique avec la création¹⁵ de l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique (ASIN) qui consacre la fusion des différentes agences existantes¹⁶ dans le secteur ; et (ii) l'eau avec la nécessité de réhabiliter et densifier certaines adductions d'eau villageoises. A ce niveau, le Projet de Réhabilitation des Adductions d'Eau Villageoises, (PRAEV) a été intégré au portefeuille en remplacement du Projet Equité de construction de 80 nouveaux systèmes d'adduction d'eau potable dans les zones critiques dont le démarrage a connu un retard. Le remplacement a porté sur le même montant, aucune dépense n'ayant été opérée sur le précédent projet.

Par ailleurs, il importe de souligner que ces réaménagements mineurs effectués ont tous porté sur la partie du nouveau financement, c'est-à-dire que les dépenses concernées ne sont pas inscrites en remboursement. La situation inscrite en remboursement dans le rapport 2022 est demeurée sans changement. De plus, les réallocations faites prioritairement au profit des projets examinés lors de la mission d'audit de Deloitte France ne touchent pas la structure par pilier de l'allocation 2022.

Le tableau 2 présente la nouvelle situation de l'allocation pour les projets ayant fait l'objet d'ajustement.

Tableau 2 : Allocation 2022 ajustée

Piliers	Nb catégories éligibles	Nb projets financés	Remboursement		Nouveau financement		Allocation totale	
			Montant (en millions €)	Part (%)	Montant (en millions €)	Part (%)	Montant (en millions €)	Part (%)
Population	5	31	173,2	49,4	177,3	50,6	350,5	72,2
Prospérité	3	10	24,7	45,9	29,1	54,1	53,8	11,1
Planète	3	9	38,5	53,1	34,0	46,9	72,5	14,9
Partenariats	1	2	6,3	73,2	2,3	26,8	8,5	1,8
Ensemble	12	52	242,7	50	242,7	50	485,4	100

Source : MEF, juillet 2023

¹⁵ Plusieurs agences ont été fusionnées pour la création de l'ASIN, il s'agit de : l'Agence du développement du numérique (ADN), l'Agence des services et systèmes d'information (ASSI), l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et l'Agence béninoise du service universel des communications électroniques et de la poste (ABSUCEP)

¹⁶ Ce qui réduit le nombre initial de projets de la catégorie « Connectivité et inclusion numérique sur l'ensemble du territoire » de huit (08) à trois (03) sans modification du montant total

PRINCIPAUX BENEFICIAIRES ET IMPACTS

Cette section présente les réalisations, les principaux bénéficiaires touchés ainsi que les impacts sur les indicateurs et cibles ODD liés aux projets du portefeuille. Cette présentation est articulée par pilier à travers une synthèse des impacts avant le détail par catégorie de dépenses éligibles. La carte présentée dans chaque synthèse montre la répartition géographique des projets ; la commune la plus foncée étant celle qui abrite le plus de projets dans ce pilier. De plus, les années mentionnées entre parenthèses pour les indicateurs d'impacts sont celles auxquelles ces derniers se rapportent.





31 projets financés

350,51 millions €

SYNTHESE DES IMPACTS

Santé pour tous

7,6%*



1 807 807 vaccins administrés au titre du Programme Élargi de Vaccination en 2022 ;



3 821 enfants atteints de drépanocytose (nouveaux et de suivis) pris en charge en 2022 ;



311 inclusions en 2022 pour la prise en charge de la drépanocytose ;



Acquisition d'une (01) unité d'imagerie par résonance magnétique (IRM) au profit du CNHU-HKM de Cotonou.

Services éducatifs

38,1%



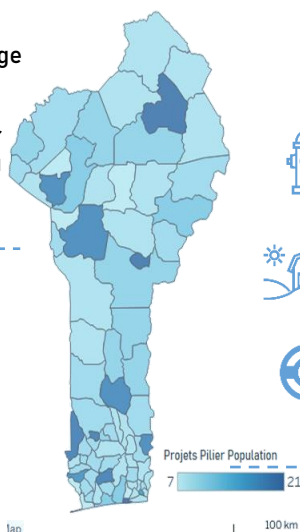
389 346 nouveaux écoliers bénéficiaires du programme de cantines scolaires soit un total de 1 050 000 enfants à fin 2022 ;



4 nouveaux programmes** ouverts en 2022 dans le cadre de la création de la Cité de l'Innovation et du Savoir à fin 2022 pour un total de 1 000 bénéficiaires ;



9 676 aspirants au métier de l'enseignement recrutés en 2022.



Agriculture durable

3,8%



30 nouveaux projets d'entrepreneurs agricoles bénéficiaires de facilités d'accès aux crédits en 2022 ;



53 projets subventionnés dont 39 portés par les PME et OPA à fin 2022.

Accès à l'eau

17,5%



46 500 nouveaux habitants ont accès à l'eau potable en milieu rural en 2022 ;



Achèvement en 2022 du barrage d'Ayedjoko dans la commune de Savè ;



Construction d'une station de capacité 1 500 m³/h à Gobé.

Habitat décent

2,4%



400 logements décents achevés en 2022 (200 à Ouidah et 200 à Allada) ;



101 en cours de construction à Parakou.

Ministères concernés



MAEP



MEEM



MASM, MS



MCVT



MEM, MESTP, MESRS

*Les pourcentages indiqués représentent la part allouée par catégorie de dépenses dans l'allocation totale de l'obligation ODD.

**Le Campus Sèmè One a ouvert : (i) le programme African Cities Lab ; (ii) le programme de formations continues en intelligence artificielle ; (iii) les ateliers d'initiation à l'innovation pour les plus jeunes ; et (iv) les ateliers et formations en prototypage et fabrication additive.

Développement d'une Agriculture Durable et Productive (ODD 1, 2, 8)



Montant alloué :
€ 18,36 millions



Part allocation
totale : 3,8%



Nombre de
projets : 04

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
1.2 2.2 2.3 8.2	<p>Mesures de soutien et/ou de renforcement de l'agriculture vivrière à travers le désenclavement, l'aménagement des terres cultivables, une meilleure irrigation, et la facilitation de l'installation de nouveaux exploitants</p> <p>(85,12 € mns)</p>	<p>Communes couvertes à fin 2022 : Kouandé, Gogounou, Matéri, Savè, Ouèssè et Toviklin ;</p> <p>10 nouveaux projets subventionnés en 2022 soit un total de 53 projets subventionnés dont 39 portés par les PME et OPA à fin 2022 ;</p> <p>9 nouvelles Organisations de Producteurs Agricoles (OPA) à fin 2022 ;</p> <p>146 projets d'entrepreneurs agricoles bénéficiaires de facilités d'accès aux crédits à fin 2022 dont 30 nouveaux projets d'entrepreneurs agricoles en 2022.</p>	<p>10 hangars construits dans les marchés de Matéri et de Toviklin avec pour effet un doublement des recettes fiscales et de la fréquentation de ces marchés¹⁷ ;</p> <p>Couloir de passage des bovins réalisé à Gogounou et réduction des problèmes de transhumance dans la région ;</p> <p>Augmentation de plus de 100% des revenus des bénéficiaires de subventions crédits et accroissement de plus de 80% des superficies emblavées par ces bénéficiaires.</p>

INDICATEURS DE REALISATION



¹⁷ Déclarations des promoteurs rencontrés au cours des missions de suivi

CIBLES ODD ¹⁸	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022 ¹⁹	VALEUR ACTUELLE
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté (%)	-	38,5 (2020)	-
	Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays (%)	-	18,2 (2020)	-
2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en atteignant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées	Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans (%)	32,2 (2018)	-	36,5 (2021)
	Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation) (%)	6,8 (2018)	-	11,2 (2021)
2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles	Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière (tonne par unité de travail)	-	-	18,0 (2021)
	Revenu moyen des petits producteurs agricoles (FCFA)	-	-	214.815 (2021)
8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main- d'œuvre.	Ressources propres de la commune par habitant (FCFA)	-	-	3.700,3 (2021)

¹⁸ Certains indicateurs renseignés ne sont pas des données d'enquêtes ; elles proviennent plutôt de sources administratives.

¹⁹ Il s'agit des valeurs inscrites dans le précédent rapport d'impact

Accès à l'Eau Potable et Traitement des Eaux Usées (ODD 3, 6, 11)



Montant alloué :
€ 85,12 millions



Part allocation
totale : 17,5%

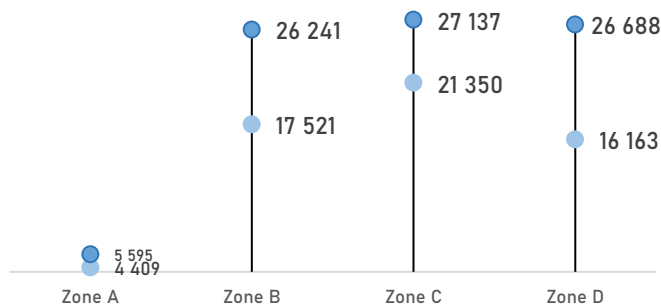


Nombre de
projets : 07

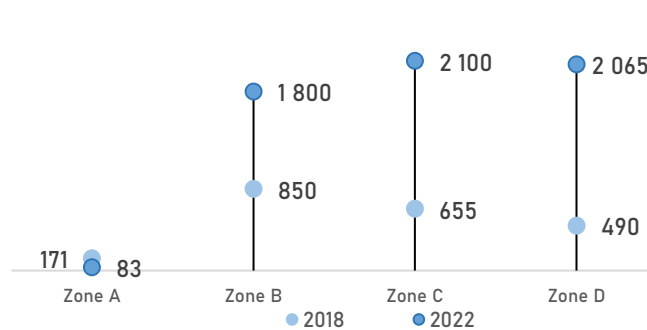
CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
6.1	Construction d'infrastructures hydrauliques pour les terres agricoles non liées à l'élevage (irrigation, approvisionnement en eau, drainage, évacuation des eaux usées et installations de contrôle des inondations) (79,56 € mns)	Environ 8 000 personnes à fin 2022 dans cinq communes à savoir : Aplahoué, Nikki, Kandi, Kérou et Pehunco ; 46 500 nouveaux habitants ont accès à l'eau potable en milieu rural en 2022.	41 ha du périmètre irrigué aménagés en 2022 en aval du barrage de Sépounga ; 45 forages artésiens aménagés ; 186 forages équipés de pompes à motricité humaine dans les départements du Bénin.
6.2	Construction, exploitation, maintenance d'infrastructures augmentant les capacités de production, de transport, de traitement et de stockage des eaux (5,57 € mns)	Population des villes de Abomey-Calavi, Abomey, Bohicon, Agbangnizoun, Djidja, Za-Kpota, Zogbodomey, Dassa, Savè, Glazoué et environs.	Achèvement en 2022 du barrage d'Ayedjoko dans la commune de Savè et construction d'une station de capacité 1 500 m ³ /h à Gobé.

INDICATEURS DE REALISATION

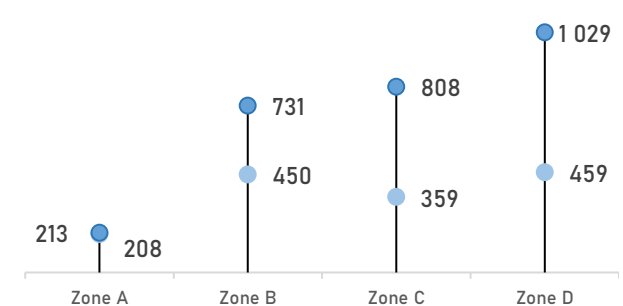
Nombre d'abonnés actifs au réseau



Capacité de production (m³/h)



Extension et densification du réseau (km)



Zone A : Savè, Dassa-Zoumé, Glazoué et environs ; Zone B : Parakou ; Zone C : Abomey-Calavi ; Zone D : Abomey, Bohicon, Agbangnizoun, Djidja, Za-Kpota, et Zogbodomey

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité (%)	67,8 (2018)	69,7 (2020)	-
	Taux de desserte en eau potable en milieu urbain (%)	57,9 (2018)	63 (2020)	70,0 (2021)
	Taux de desserte en eau potable en milieu rural (%)	40,4 (2018)	70,2 (2020)	73,3 (2021)
6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable	Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité, notamment des équipements pour se laver les mains avec de l'eau et du savon (%)	12,8 (2018)	-	-

Amélioration de la Santé pour Tous (ODD 3, 5, 10)



Montant alloué :
€ 36,97 millions



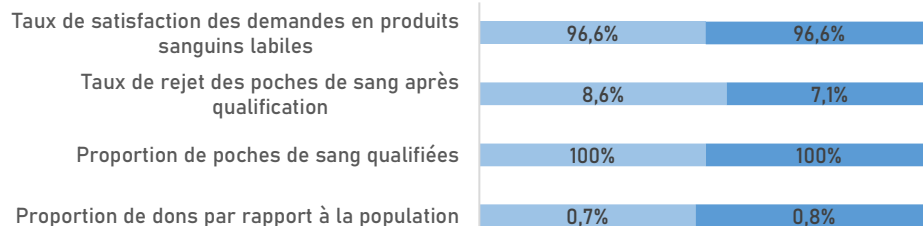
Part allocation
totale : 7,6%



Nombre de
projets : 08

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
3.1 3.3	<p>Développement et/ou extension de mécanismes de protection sociale permettant de consulter gratuitement des professionnels de santé (médecins généralistes, spécialistes), et d'avoir accès aux traitements et soins afférents (ex. gratuité prise en charge du paludisme chez les femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans)</p> <p>(36,97 € mns)</p>	<p>1 807 807 vaccins administrés au titre du Programme Élargi de Vaccination en 2022 dont 472.182 au profil des femmes enceintes ;</p> <p>144 213 personnes transfusées en 2022 ;</p> <p>577 dialysés pris en charge en 2022 ;</p> <p>3 821 enfants atteints de drépanocytose (nouveaux et de suivis) pris en charge en 2022 contre 3 365 en 2021 et 1 124 femmes enceintes en 2022 contre 1 028 en 2021 ;</p> <p>311 inclusions en 2022 pour la prise en charge de la drépanocytose contre 279 en 2021.</p>	<p>Installation d'une (01) unité d'imagerie par résonance magnétique (IRM) au profit du CNHU-HKM de Cotonou ;</p> <p>Ouverture de deux nouveaux centres de prises en charge des dialysés en 2022 (CHD Zou-Collines et CHUD Ouémé-Plateau) ;</p> <p>Renforcement de la collecte/don de sang en équipe mobile en réponse à la pandémie de covid-19 avec 99,4% de donateurs volontaires et bénévoles en 2022 ;</p> <p>26 Visites à domicile effectuées en 2022 pour enfants présentant des évènements aigus récurrents.</p>

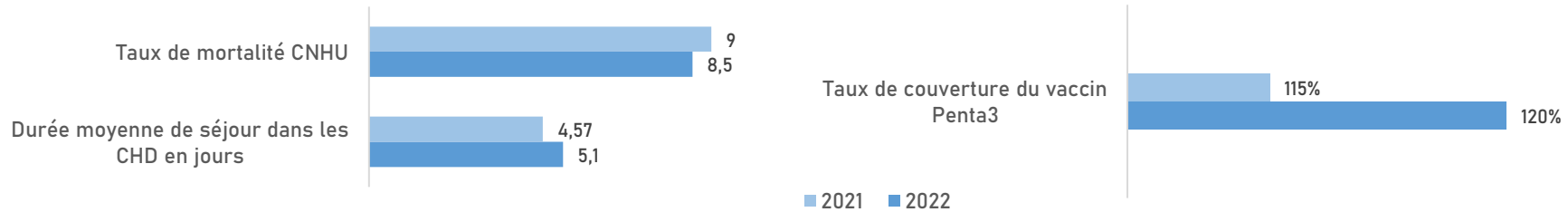
INDICATEURS DE REALISATION



■ 2021
■ 2022

Nombre de poches de sang disponibles pour 10 000 habitants

113 114



DONNEES DES MINISTERES SECTORIELS ET DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes	Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes)	391 (2018)	-	-
	Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (%)	78,1 (2018)	-	80,8 (2021)
	Proportion de femmes enceintes ayant réalisé au moins 4 consultations prénatales (CPN4) (%)	52 (2018)	-	-
3.2 D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes)	96 (2018)	-	-
	Taux de mortalité néonatale (pour 1000 naissances vivantes)	30 (2018)	-	-
	Taux de couverture vaccinale complète (%)	57 (2018)	-	-
	Létalité due au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans (pour 1000 cas)	2,3 (2018)	2,6 (2020)	1,7 (2021)
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	Nombre de nouveaux cas positifs dépistés pour 1000 personnes	3,3 (2018)	3,5 (2020)	-
	Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant (%)	2,3 (2018)	2,3 (2020)	-
	Taux de couverture en ARV des PVVIH (%)	62,6 (2018)	69 (2020)	75,8 (2021)
	Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants	33,4 (2018)	31 (2020)	-
	Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	185 (2018)	190 (2020)	212 (2021)

Habitat D ccent pour les Populations Pauvres (ODD 1, 11)



Montant alloué :
  11,51 millions



Part allocation
totale : 2,4%

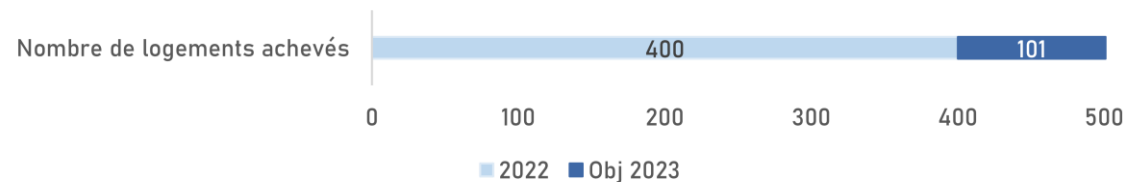


Nombre de
projets : 01

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
1.4 11.1	Construction de logements assurant des conditions d'occupation sûres et décentes (accès à l'électricité, à l'eau potable, à l'assainissement collectif, d'une surface minimum en m ² par habitant, assurant un minimum de luminosité, ventilation/aération, absence d'humidité, ainsi qu'une sûreté du bâti) (11,51 à mns)	Environ 2 000 personnes auront un accès à des logements décents et aux services urbains adéquats.	Fourniture de logements décents prioritairement au personnel de l'administration publique ; 5 000 emplois cr�s dans le cadre de la réalisation des travaux.

INDICATEURS DE REALISATION

Au titre du programme de construction des logements sociaux



DONNEES DES MINISTERES SECTORIELS ET DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
11.1 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis	Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats (%)	1 (2018)	-	1,3 (2021)

Élargissement des Services Educatifs et Amélioration des Capacités de prise en charge des Elèves et Etudiants (ODD 4, 5, 10)



Montant alloué :
€ 198,54 millions



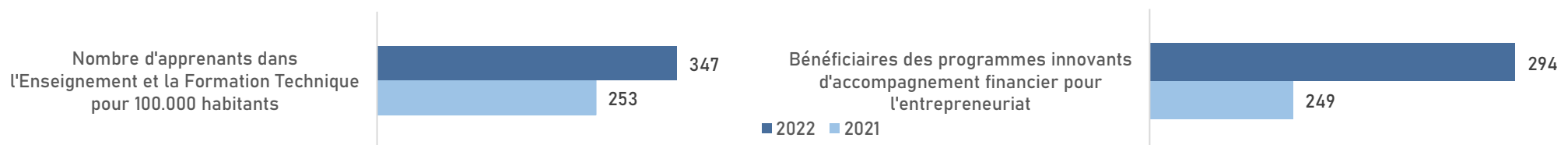
Part allocation
totale : 40,9%



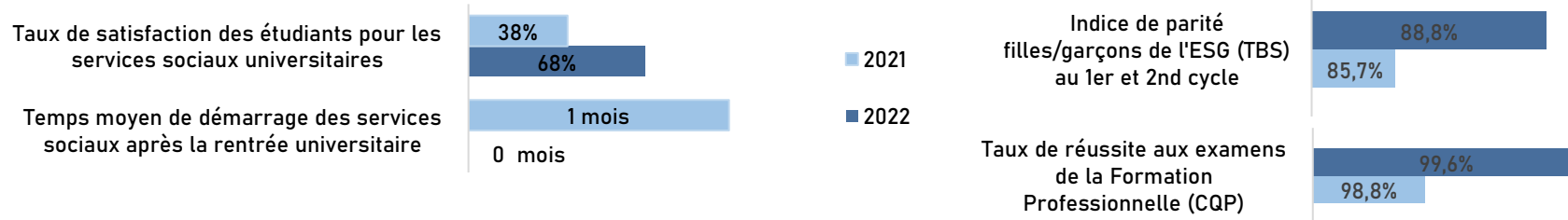
Nombre de
projets : 11

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
4.1 4.4	Transferts courants et subventions finançant les bourses accordées aux étudiants (sociales et/ou basées sur le mérite), les allocations aux enseignants, la couverture des frais de scolarité, les programmes de cantines scolaires gratuites, l'achat de manuels scolaires (176,85 € mns)	389 346 nouveaux écoliers bénéficiaires du programme de cantines scolaires soit un total de 1 050 000 à fin 2022 ; 9 676 aspirants au métier de l'enseignement recrutés en 2022.	Amélioration des conditions de vie et d'étude des étudiants : <ul style="list-style-type: none"> 665 054 plats servis dans les neuf restaurants universitaires en 2022 ; 2 168 étudiants hébergés au cours de l'année académique 2022-2023 ; 3 nouvelles infirmeries construites et équipées en 2022 et 2023 dans les localités d'Abomey, de Dassa et de Kétou-Centre.
4.4	Construction d'établissements scolaires et universitaires, pourvus en matériels de pointe pour stimuler notamment les filières scientifiques et techniques (21,69 € mns)	1 021 bénéficiaires des programmes de recherche et d'innovation liés aux enjeux du développement durable et inclusif à fin 2022 ; 908 bénéficiaires d'appui technique pour le programme d'entrepreneuriat à fin 2022 ; 715 bénéficiaires d'appui financier pour le programme d'entrepreneuriat à fin 2022 ; 1 053 bénéficiaires des programmes de formations professionnalisantes ouverts en 2022.	Plus de 800 emplois directs et indirects déjà créés ; Programmes de recherches : <ul style="list-style-type: none"> Ateliers et formations en prototypage et fabrication additive (TechIMA) ; Ateliers d'initiation à l'innovation pour les plus jeunes (TinIMA) ; Formations professionnalisantes : <ul style="list-style-type: none"> Formations linguistiques, Programme de formations continues en intelligence artificielle ; Programme African Cities Lab pour les MOOC²⁰.

INDICATEURS DE REALISATION



²⁰ MOOC est un acronyme formé des initiales de *massive open online course* qui signifie en français *cours en ligne ouvert à tous* ou encore *cours en ligne ouvert massivement*



DONNEES DES MINISTERES SECTORIELS ET DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, les dotant d'acquis véritablement utiles	Taux net de scolarisation dans le primaire (%)	65,3 (2018)	75,3 (2020)	-
	Proportion d'écoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire (%)	58,5 (2018)	65,4 (2020)	61,8 (2021)
	Taux brut de scolarisation dans le primaire (%)	110,8 (2018)	112,1 (2020)	117,4 (2021)
	Taux brut de scolarisation dans le secondaire (%)	44,3 (2018)	40,2 (2020)	-
	Taux net de scolarisation dans le secondaire (%)	25,8 (2018)	32,8 (2020)	-
4.4. D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre des jeunes disposant des compétences, notamment techniques et professionnels, nécessaire à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat.	Proportion d'apprenants en formation technique et professionnelle (%)	3,1 (2018)	4,3 (2020)	-
4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle	Indice de parité (filles /garçons) du taux brut de scolarisation dans le primaire	0,9 (2018)	0,9 (2020)	0,9 (2021)
	Indice de parité (filles /garçons) du taux brut de scolarisation dans le secondaire	0,8 (2018)	0,9 (2020)	0,9 (2021)



SYNTHESE DES IMPACTS

Connectivité numérique



Trois premières cohortes de Technicien d'Intervention Télécoms ont soutenu en mai 2023 dans l'École des Métiers du Numérique inaugurée à Cotonou en 2022



204 personnes malvoyantes inscrits dans les trois salles de classe numériques dédiées ouvertes en 2022 (Cotonou, Parakou, Comè)



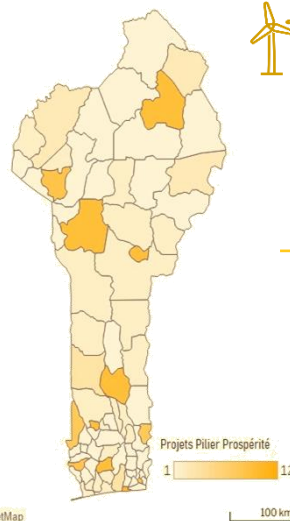
Plus de 700 informations complètes des services publics avec plus de 25.000 visites chaque semaine ;



Mise en place d'un laboratoire d'investigation numérique ;



Acquisition en 2022 de contenus numériques pédagogiques des classes de 6^{ème}, 5^{ème}, 2nde et 1^{ère} au profit des 16 établissements d'enseignement secondaire ; les autres classes du secondaire étaient déjà prises en compte en 2021.



Energie bas carbone

6,0%



Installation de deux transformateurs électriques intelligents de distribution de capacité 800 kVA au profit respectif des postes électriques de la SBEE à Sainte Rita et à Cadjèhoun (Cotonou)



5 nouvelles communes couvertes en 2022 par le projet PANA Energie*** visant la résilience du secteur de l'énergie aux impacts des changements climatiques

Inclusion financière

2,5%



793 entreprises bénéficiaires du programme d'emploi-aidé dont 390 nouvelles en 2022 ;

1 051 allocataires du programme d'emploi-aidé en 2022 dont 33% de femmes ;



215 913 bénéficiaires de microcrédits en 2022 dont 81,7% de femmes en 2022

Ministères concernés



MEEM



MND



MASM, MPMEPE

***Le projet PANA Energie bénéficie d'un cofinancement du Programme des Nations Unies pour le Développement

Accès à une Energie Bas-Carbone, Fiable et Peu Onéreuse (ODD 7, 11)



Montant alloué :
€ 29,29 millions



Part allocation
totale : 6,0%



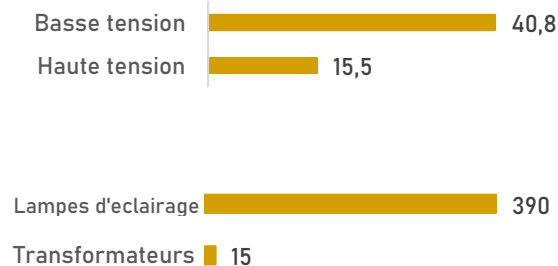
Nombre de
projets : 05

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
7.2	Programmes d'électrification (raccordement au réseau national de distribution) de localités urbaines ou rurales situées selon la distance au réseau conventionnel et le taux d'électrification ainsi que l'évolution du mix électrique (20,51 € mns)	732 000 habitants desservis dans les zones couvertes.	Installation de deux transformateurs électriques intelligents de distribution de capacité 800 kVA au profit respectif des postes électriques de la SBEE à Sainte Rita et à Cadjèhoun (Cotonou).
7.2	Développement de mini réseau (électrification hors réseau) pour les populations situées au-delà de 10 km du réseau conventionnel fourni par une source d'électricité renouvelable (mini-centrales et/ou kits solaires). (8,74 € mns)	5 nouvelles communes (Avrankou, Djidja, Sinendé, Copargo, Savalou) bénéficiaires chacune d'une minicentrale solaire photovoltaïque intelligente résiliente disposant d'unités de production d'eau potable construites à fin décembre 2022.	Développement d'équipements de cuisson propre à usage domestique et institutionnelle provenant des résidus agricoles au profit de 17 communes (Toucountounan, Djougou, Parakou, N'Dali, Pèrèrè, Banté, Savalou, Ouèssè, Dassa - Zoumé, Bohicon, Djidja, Abomey, Lokossa, Comé, Abomey - Calavi, Cotonou, Porto - Novo) afin de protéger les forêts naturels et communautaires.

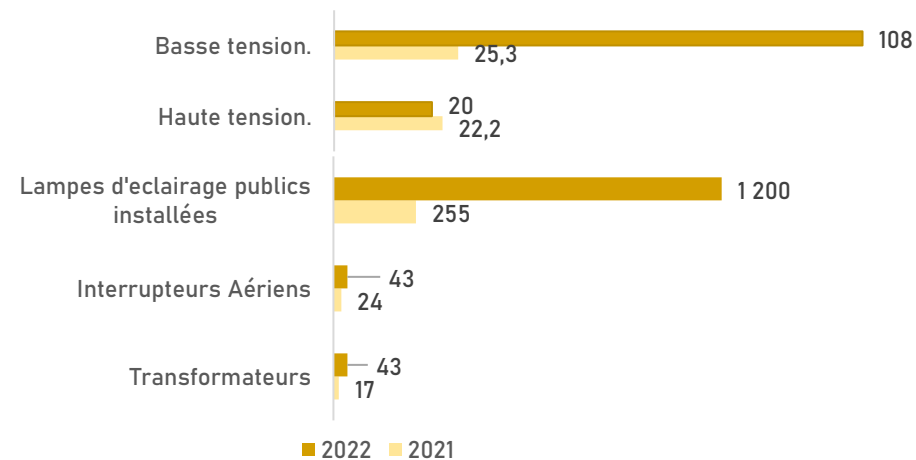
INDICATEURS DE REALISATION

Construction de réseaux (km), Pose et raccordement (Rural)

A fin 2022 :



Construction de réseaux (km), Pose et raccordement (Urbain)



DONNEES DES MINISTRES SECTORIELS ET DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	Proportion de la population ayant accès à l'électricité (%)	34,5 (2018)	-	56,5 (2021)
	Taux d'électrification (%)	29,2 (2018)	30,4 (2020)	31,7 (2021)

Connectivité et Inclusion Numérique sur l'ensemble du Territoire (ODD 4, 9)



Montant alloué :
€ 18,14 millions



Part allocation
totale : 3,7%



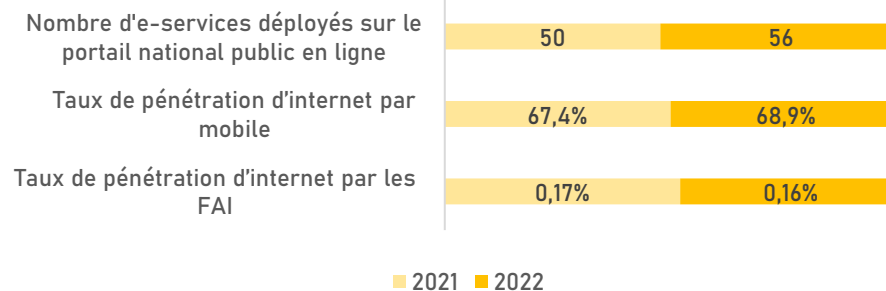
Nombre de
projets : 03

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
9.1 9c	Extension du réseau très haut débit (THD), en particulier dans les zones rurales (1,95 € mns)	Accessibilité à environ 8 millions de personnes.	Extension en cours pour la couverture du Parc Pendjari et ses environs en téléphonie mobile et internet fixe (fin prévue pour décembre 2023) ; 2 500 emplois à fin 2022 contre 2 447 en 2021, dans le secteur du numérique.
9.2 9.5	Extension des capacités de prise en charge et de la qualité des prestations éducatives de l'enseignement public par le recours au numérique (1,52 € mns)	Trois premières cohortes d'un effectif de cinquante (50) de Technicien d'Intervention Télécoms ont soutenu en mai 2023.	Inauguration en octobre 2022 de l'Ecole des Métiers du Numérique ²¹ à Cotonou.
9.1	Généralisation des e-services et digitalisation de l'administration publique. (10,37 € mns)	Citoyens et entreprises utilisateurs des services administratifs publics ; 283 178 demandes d'e-services enregistrées sur la plateforme en 2022 avec un taux de satisfaction de 98% ; 125 216 demandes de service ont été sollicitées sur la plateforme au premier semestre de 2023.	25 000 visites en moyenne par semaine en 2022 pour plus de 700 informations complètes des services publics mises en ligne ; 21 nouveaux e-services déployés au premier semestre de 2023 ; Sécurisation des points de sortie du backbone gouvernemental ; Faible niveau de risque du cyberspace béninois ; Renforcement en 2022 du laboratoire d'investigation numérique à Cotonou.

²¹ Ecole des Métiers du Numérique | Mon métier a de l'avenir <https://ecolenumerique.bj/>

9.1	<p>Programmes de déploiement des outils numériques à des fins de formation et de collaboration entre enseignants et élèves pour élargir leurs compétences opérationnelles.</p> <p>(1,52 € mns)</p>	<p>204 handicapés visuels inscrits dans les classes numériques ouvertes à leur profit dont 40% de femmes.</p>	<p>Ouverture de 3 salles de classe numériques en 2022 au profit des personnes malvoyantes dans les localités de Cotonou, Parakou et Comè ;</p> <p>Acquisition en 2022 de contenus numériques pédagogiques des classes de 6ème, 5ème, 2nde et 1ère au profit des 16 établissements d'enseignement secondaire dans les localités de Cotonou, Allada, Comè, Dogbo, Dassa, Bassila, Bembèrekè, Malanville, Pobè et Adjohoun ; les autres classes du secondaire étant prises en compte en 2021.</p>
9.1	<p>Infrastructures numériques pour l'inclusion financière et le développement de l'entrepreneuriat.</p> <p>(2,78 € mns)</p>	<p>Entreprises ;</p> <p>Banques ;</p> <p>Réseaux de téléphonie ;</p> <p>Administration publique ;</p> <p>Population.</p>	<p>Préparation de la mise en place d'une plateforme nationale des paiements électroniques : lancement prévu pour le second semestre 2023 ;</p> <p>Mise en place de la deuxième version de la plateforme de microcrédit Alafia.</p>

INDICATEURS DE REALISATION



CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en privilégiant un accès universel, financièrement abordable et équitable	Indice d'état du réseau routier (%)	50 (2018)	61 (2020)	63 (2021)
	Temps moyen de séjour des navires au port (en jour)	4,5 (2018)	4,5 (2020)	3,5 (2021)
	Taux de pénétration de l'internet haut débit par le fixe (%)	19,4 (2018)	27,3 (2020)	34,7 (2021)
	Taux de couverture du territoire à internet très haut débit (%)	48 (2018)	61,0 (2020)	61,4 (2021)
	Taux d'usage des services financiers en ligne par les citoyens (%)	23,5 (2018)	43,0 (2020)	50,9 (2021)
9.2 Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés	Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière par habitant	65,3 (2018)	70,5 (2020)	71,4 (2021)

Soutien à l'emploi et Inclusion Financière des Jeunes, des Femmes et des Entrepreneurs Ruraux (ODD 5, 8, 10)



Montant alloué :
€ 6,37 millions



Part allocation
totale : 1,3%

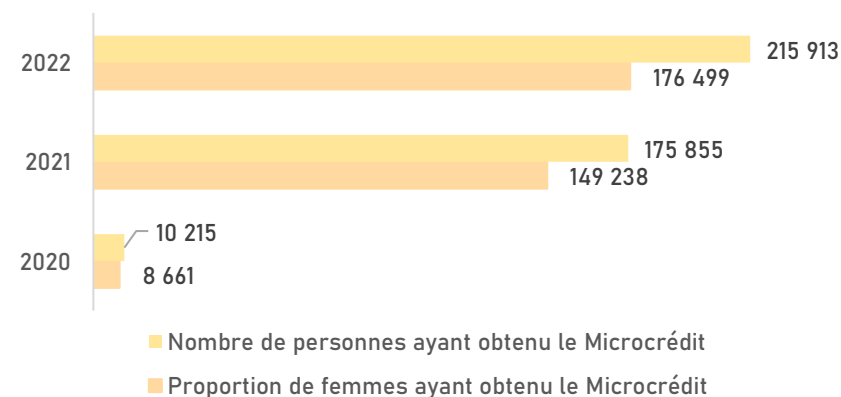
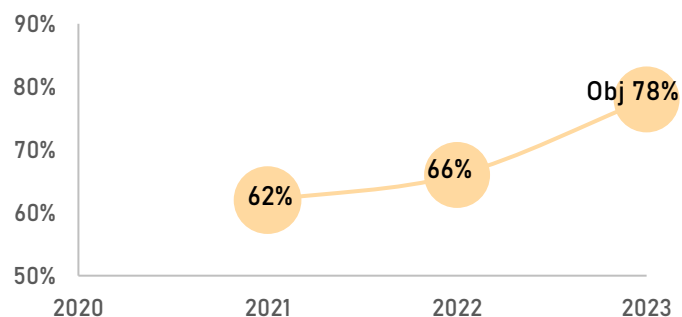


Nombre de
projets : 02

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
8.3 8.5	Développement et soutien, et/ou financement des formations qualifiantes pour la pleine insertion des jeunes actifs (3,60 € mns)	1 060 entreprises bénéficiaires du programme d'emploi-aidé à fin mai 2023 dont 390 nouvelles en 2022 et 160 nouvelles pour 2023 ; 1 051 nouveaux allocataires du programme d'emploi-aidé en 2022 dont 33% de femmes. A fin mai 2023, 767 nouveaux candidats insérés avec une proportion de 32,6% de femmes.	Les branches professionnelles Commerce et distribution, TICs Multimédia et Services Informatique et Comptabilité gestion concentrent plus de 50% des allocataires ; Deux allocataires d'emploi sur trois en 2022 sont de niveau Bac+3 avec un salaire de plus de trois fois le SMIG ; 35% des allocataires pris en charge par les entreprises à l'an 2 de leur insertion.
8.3	Dotation financière pour la microfinance aux fins d'autonomisation des populations vulnérables (femmes, populations rurales enclavées). (2,76 € mns)	Populations démunies des 12 départements ; 215 913 bénéficiaires de microcrédits en 2022 dont 81,7% de femmes.	Digitalisation des décaissements et remboursement pour les micro-crédits Alafia ; Réduction des charges liées au déplacement pour décaissement et remboursement.

INDICATEURS DE REALISATION

Taux de satisfaction des offres d'emplois des entreprises



DONNEES DES MINISTERES SECTORIELS ET DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles (%)	92,6 (2018)	96,2 (2020)	-
8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale	Taux de chômage ²² (%)	2,3 (2018)	2,4 (2020)	-

²² Suivant le *Manuel de Définition et de Calcul des indicateurs des cibles prioritaires des ODD au Bénin*, le taux de chômage désigne le pourcentage de la population active dépourvu d'un emploi, à la recherche active d'un emploi et disponible pour travailler dans un délai de 15 jours. Il constitue une mesure du dysfonctionnement sur le marché du travail et reflète la non utilisation de la main d'œuvre pour la création de la valeur ajoutée tandis que le taux de sous-emploi visible est le pourcentage de la population occupée dont le temps de travail est inférieur à quarante (40) heures par semaine et qui souhaitent travailler plus.



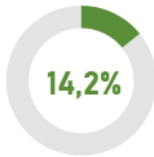
PILIER PLANETE

9 projets financés

72,52 millions €

SYNTHESE DES IMPACTS

Cadre de vie durable



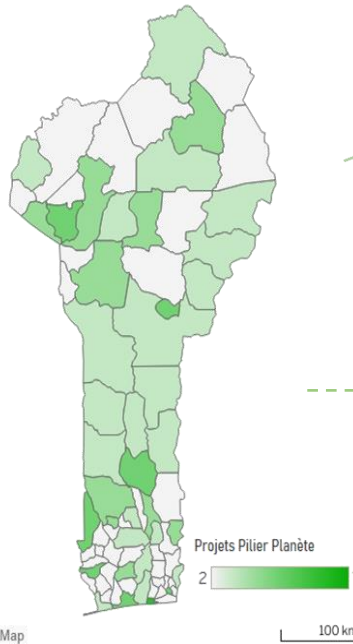
412 434 ménages pris en charge dans le dispositif modernisé de collecte et de gestion des déchets dans le Grand Nokoué (Porto-Novo, Semè-Podji, Cotonou, Abomey-Calavi et Ouidah) en 2022 ;



14 unités de tri aménagées et installées sur des points de regroupement des déchets dans les communes du Grand-Nokoué ;



200 nouveaux Point d'Apport Volontaire construits en 2022 dans les communes du Grand-Nokoué.



Exploitation forestière raisonnée



53% de couvert forestier par rapport à la superficie du territoire national ;



100 ha de cocotiers plantés en 2022 sur les plages de Fiyegnon et Fidjrossè dans le cadre du reboisement national intensif.

Préservation des zones littorales



135 hectares de zone côtière reconstituée à fin 2022 ;



30 km de linéaire de côte protégée à fin 2022.

Ministères concernés



MCVT



MAEP

Aménagement de Cadres de Vie et d'infrastructures Durables pour tous (ODD 6, 8, 9, 11, 12)



Montant alloué :
€ 64,74 millions



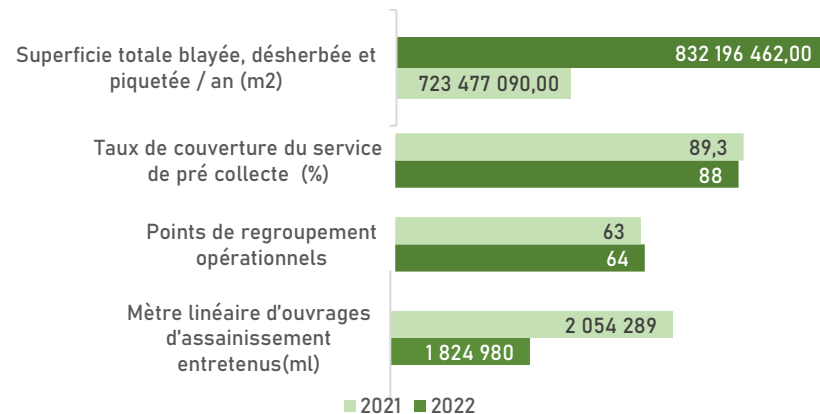
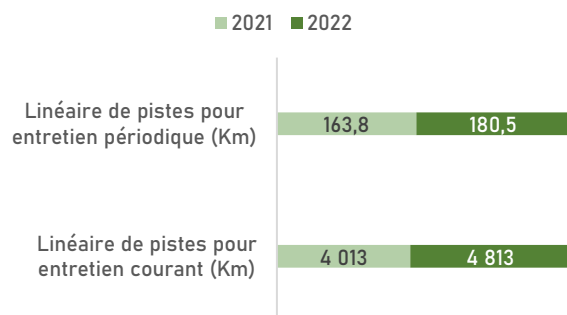
Part allocation
totale : 13,3%



Nombre de
projets : 06

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
11.3 12.5	Aménagements durables d'espaces communs à vocation commerçante, récréative et de détente (7,08 € mns)	120 000 personnes dont 40% de femmes (48 000) dans le cadre du développement des périmètres irrigués en milieu rural ; 650 000 personnes dans le cadre du Programmes des Villes Durables ; 465 000 personnes protégées contre les inondations.	Développement des périmètres irrigués en milieu rural ; Protection des populations contre les inondations.
9.1	Infrastructures et équipements pour des modes de transport fonctionnant sans émissions directes de GES. (13,14 € mns)	Population des communes de Djidja, Ouinhi, Ifangni, Zè, Zangnanado, Za-kpota, Aplahoué, Lokassa, Sinendé, Kouandé, Kalalé, Bassila, Natitingou et Bembéréké et autres usagers desdits axes ;	Accessibilité aux infrastructures socio communautaires des zones bénéficiaires des ponts ; Mobilité plus aisée des personnes et des biens.
12.5	Dispositifs et/ou équipements de prévention, réduction, réutilisation et recyclage des déchets (exclusion de l'incinération, d'enfouissement et de la mise en décharge). (44,52 € mns)	3 254 nouveaux ménages bénéficiaires de la pré-collecte des déchets en 2022 dans les communes du Grand-Nokoué (Cotonou, Abomey-Calavi, Sèmè-Podji, Ouidah, Porto-Novo) soit un total de 412 434 ménages à fin 2022.	Mise en place de 14 unités de tri-manuel sur des points de regroupement des déchets dans les communes du Grand-Nokoué à fin 2022 ; 125 nouveaux emplois directs créés en 2022 soit un total de 5 933 emplois à fin 2022 ; Accessibilité du service de ramassage des déchets aux ménages du Grand Nokoué avec un taux de collecte de 90% en 2022 ; Maintien de la propreté des rues revêtues et espaces publics dans les villes du Grand Nokoué à travers 3 fréquences hebdomadaires de nettoyage sur une superficie de 723 477 090 m ² traités ; Diminution des inondations dans les villes impactées en raison du drainage correct des eaux pluviales grâce à 3 fréquences de curage (février, juillet et novembre 2022) et 11 fréquences d'entretien des ouvrages d'assainissement ; Eradication de 88 gros dépotoirs sauvages dans les 5 villes du Grand Nokoué, pour 132 090,518 tonnes de déchets enlevés.

INDICATEURS DE REALISATION



DONNEES DES MINISTRES SECTORIELS ET DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en privilégiant un accès universel, financièrement abordable et équitable	Indice d'état du réseau routier (%)	50 (2018)	61 (2020)	63 (2021)

Préservation des Zones Lacustres et Littorales, Exploitation Economique Raisonnée des Etendues Littorales (ODD 14)



Montant alloué :
€ 3,99 millions



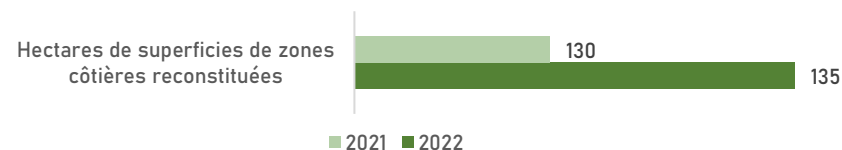
Part allocation
totale : 0,8%



Nombre de
projets : 01

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
14.2 14.5	Programmes de lutte contre l'érosion du trait de côte dans les zones urbaines et rurales littorales du Sud-Bénin (3,99€ mns)	Plus d'un million de personnes vivant le long de la côte, impactées positivement.	Sauvegarde des infrastructures socio-économiques situées sur la bande côtière ; Sauvegarde de la biodiversité de la zone côtière protégée.

INDICATEURS DE REALISATION



DONNEES DES MINISTERES SECTORIELS ET DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
14.2 D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans	Proportion de zones économiques exclusives nationales gérées en utilisant des approches écosystémiques (%)		0,7 (2020)	-
	Superficie de zones économiques marines (ha)		321 444,2 (2020)	-
14.5 D'ici à 2020, préserver au moins 10 % des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles	Proportion de la surface maritime couverte par des aires marines protégées (%)		13,4 (2020)	-

Préservation de la Biodiversité, Restauration & Exploitation Raisonnée du Couvert Forestier & Lutte Contre La Désertification (ODD 13, 15)



Montant alloué :
€ 3,79 millions



Part allocation
totale : 0,8%



Nombre de
projets : 02

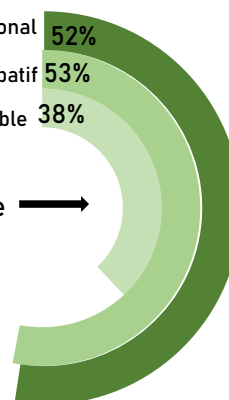
CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
15.1 15.2	Programmes de reboisement à base d'espèces autochtones pour lutter contre l'érosion des sols et la désertification (3,79€ mns)	Ensemble des soixante-dix-sept (77) communes.	Création de plus de 800 emplois verts saisonniers ; Amélioration de la capacité de séquestration de carbone ; Restauration des terres dégradées et l'amélioration du bilan hydraulique ; Amélioration de la résilience aux effets des changements climatiques ; 100 ha de cocotiers mis en terres plantés dans le cadre du reboisement national intensif en 2022 sur les plages de Fiyegnon et Fidjrossè.

INDICATEURS DE REALISATION

A fin 2022 :

- Proportion de la superficie du couvert forestier par rapport à la superficie du territoire national 52%
- Proportion des écosystèmes forestiers gérés conformément à un plan d'aménagement participatif 53%
- Part de la superficie des forêts du domaine protégé, dotés d'un outil de gestion durable 38%

Gestion forestière →



CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
15.1 D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux	Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières (%)		-	55,3 (2021)
	Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre qui sont couverts par des aires protégées (%)		-	54,2 (2021)

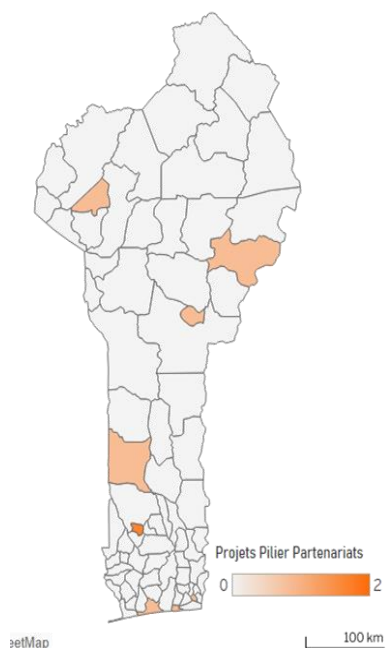


PILIER PARTENARIAT

2 projets financés

8,54 millions €

SYNTHESE DES IMPACTS



Valorisation des lieux de mémoire

1,8%



19 788 visiteurs du site des palais royaux d'Abomey sur la période 2020-2021 dont 3 106 visiteurs étrangers ;



4 entités cérémonielles réhabilitées ;
2 736 mètres linéaires de murailles réalisées.

Ministères concernés



MTCA



MCVT

Valorisation des Lieux de Mémoire Patrimoniaux et Educatifs et Infrastructures de Divertissement (ODD 4, 8, 11, 17)



Montant alloué :
€ 8,54 millions



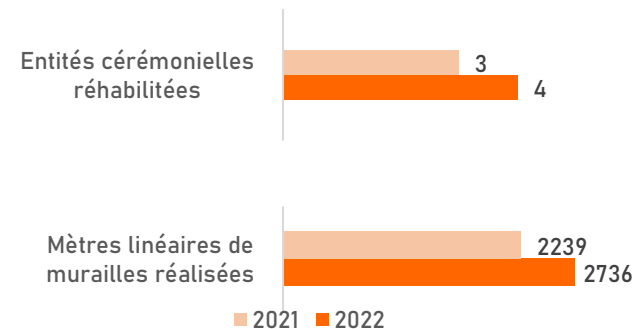
Part allocation
totale : 1,8%



Nombre de
projets : 02

CIBLES ODD	DETAILS & SOUS-CATEGORIES	BENEFICIAIRES FINAUX	PRINCIPAUX BENEFICES ENVIRONNEMENTAUX ET/OU SOCIAUX
8.9 11.4	<p>Programmes et initiatives de réhabilitation d'un patrimoine mémoriel partagé à la fois par les Béninois qui le visitent (tourisme local et expérientiel), et cultuel pour les groupes qui le font vivre et en assurent la maintenance (1,6€ mns)</p>	<p>Acteurs et promoteurs culturels, Artistes, Etudiants en histoire et administration culturelles.</p>	<p>Apprentissage de l'histoire, des traditions, des arts ; Protection des sites culturels, de l'environnement et des ressources naturelles ; Edition de 3 000 exemplaires de la loi du patrimoine culturel national à fin 2022 pour sa vulgarisation sur toute l'étendue du territoire ; Rénovation de la maison des jeunes et de la culture de 300 places de Logozohè à fin 2022 ; Réalisation de 1 000 exemplaires du coffret musique du Bénin des années 60 à nos jours en 2021.</p>
11.4 4.7 8.9	<p>Développement des lieux de mémoire ouverts et permettant l'éducation culturelle et la réappropriation par les jeunes Béninois des cultures traditionnelles du Bénin. (6,86€ mns)</p>	<p>19 788 visiteurs du site des palais royaux d'Abomey sur la période 2020-2021 dont 3 106 visiteurs étrangers</p>	<p>Attractivité du territoire ; Construction de l'offre touristique ; Réalisation de l'étude de faisabilité pour la construction d'une aire de jeu éducative et sportive d'environ 3 ha au palais Houégbadja en 2022 ; Sécurisation du site des palais royaux d'Abomey et de sa zone tampon en 2022 ; Réhabilitation et aménagement de la cour intérieure de 1 ha du palais Glèlè en 2022 ; Accroissement des recettes touristiques ; Accroissement des arrivées touristiques.</p>

INDICATEURS DE REALISATION



DONNEES DES MINISTERES SECTORIELS ET DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

CIBLES ODD	INDICATEURS D'IMPACT	VALEUR DE REFERENCE	VALEUR EDITION 2022	VALEUR ACTUELLE
8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux	Taux de croissance du nombre d'arrivées touristiques (%)	0,8 (2018)	-34,7 ²³ (2020)	14,7 (2022)
	Part du budget du tourisme dans le Budget général de l'Etat (%)	0,5 (2018)	1,0 (2020)	1,1 (2021)

²³ Cette baisse est liée à la survenue de la Covid-19

ZOOM SUR LE PRINCIPE

« NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ »

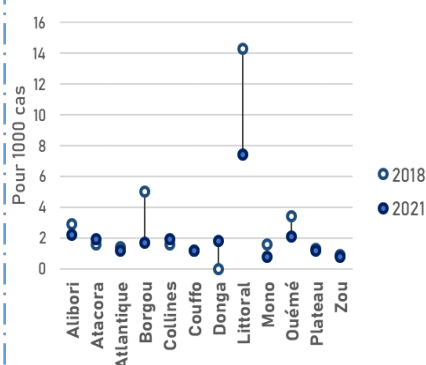
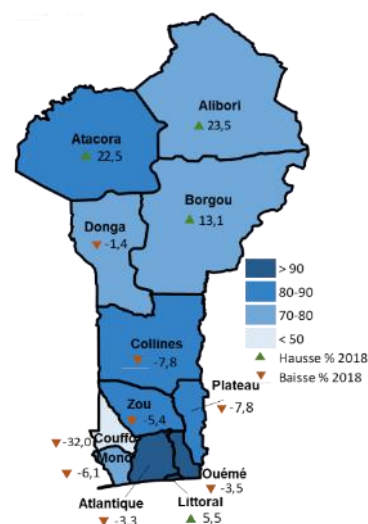
Cette section permet d'appréhender les écarts existants au niveau des départements afin que personne ne soit laissé pour compte. L'analyse a donc porté sur certains indicateurs ODD concernant les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement et de l'énergie.



Santé

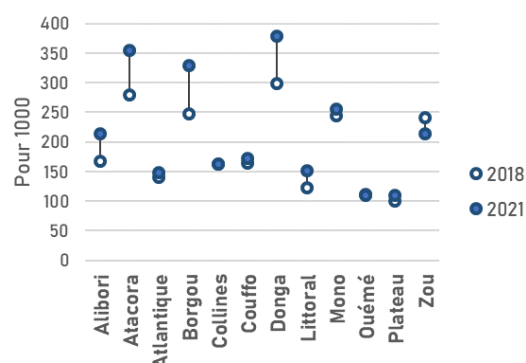
Dans ce secteur, l'analyse portera sur la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé, la létalité due au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans (pour 1000 cas) et l'incidence du paludisme pour 1 000 habitants.

- Proportions d'accouchements assistés par du personnel de santé en 2021 plus élevés : Littoral (98,7%), Ouémé (94,3%), Atlantique (90,7%) ;
- Efforts à fournir dans le Couffo (48%) ;
- Départements en deçà de la moyenne nationale (80,8%) : Alibori (71,2%), Borgou (73,0%), Couffo (48,0%), Donga (77,1%) et Mono (78,4%)
- Amélioration du niveau de cet indicateur au niveau de quatre (04) départements : Alibori (+23,5), Atacora (+22,5), Borgou (+13,1) et Atlantique (+5,5).

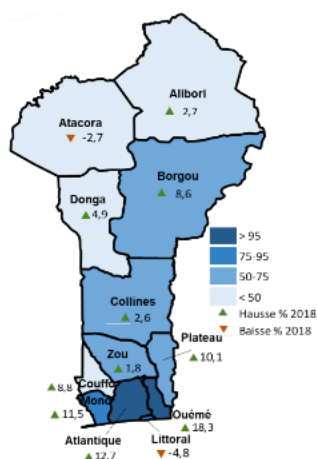


- Valeur la plus élevée du taux de létalité due au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans (pour 1000 cas) en 2021 : Littoral (7,4)
- Alibori (2,2) se retrouve en deuxième position
- Mono et du Zou affichent tous 0,8
- Létalité aggravée dans seulement trois (03) départements entre 2018 et 2021 : Atacora (+0,3), Collines (+0,3) et Donga (+1,8).

- Valeurs les plus critiques de l'incidence du paludisme pour 1000 habitants : Donga (378) et Atacora (354) ;
- Valeur inférieure à la moyenne nationale (212) : Couffo (173), Collines (162), Atlantique (149), Littoral (152), Ouémé (110) et Plateau (110). ;
- Aggravation de l'incidence dans tous les départements exceptés ceux de l'Ouémé (-2) et du Zou (-27)

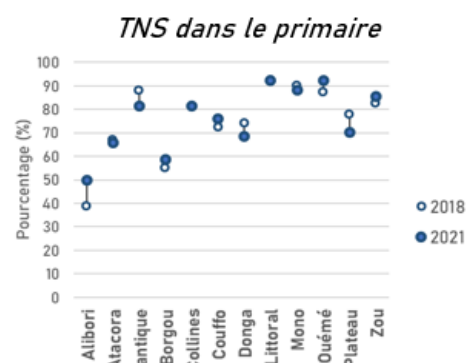


Education

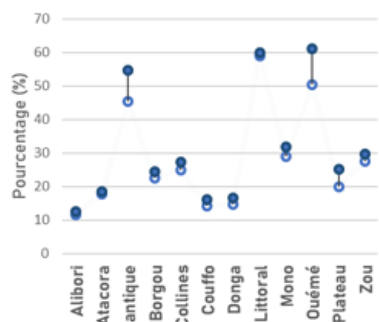


- Taux d'achèvement au primaire supérieur à la moyenne nationale (65,4%) : Mono (75,4%), Littoral (92,7%), Atlantique (99,9%) et Ouémé (111,2%).
- Taux inférieurs à 50% : Alibori (32,4%), Atacora (40,3%), Couffo (44,5%) et Donga (47,6%).
- Amélioration générale du taux entre 2018 et 2021 excepté pour l'Atacora (-2,7) et le Littoral (-4,8).

- Taux net de scolarisation (TNS) dans le primaire supérieur à 85% : Littoral (92,4%), Ouémé (92,4%), Mono (88,1%) et Zou (85,4%)
- Taux compris entre 75% et 85% : Collines (81,4%), Couffo (75,9%) et Atlantique (81,4%)
- Taux compris entre 50% et 75% : Atacora (65,7%), Borgou (58,8%), Donga (68,5%) et Plateau (70,3%)



TNS dans le secondaire



Plus faible TNS (49,8%)

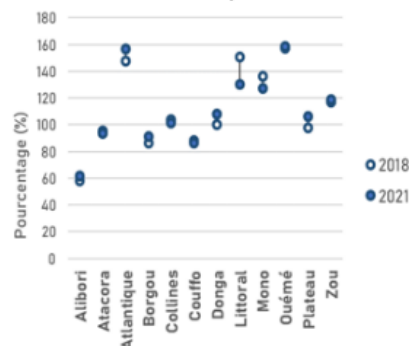
Plus forte augmentation observée : Alibori (10,9%)

Taux les plus élevés : Ouémé (61,2%), Littoral (60,0%)

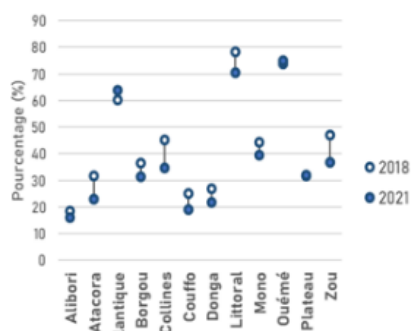
Taux bruts de scolarisation (TBS) dans le primaire les plus élevés : Ouémé (158,39%), Atlantique (156,75%), Littoral (130,26%)

Accroissements du taux entre 2018 et 2021 : Atacora (-1,68), Collines (-2,39), Couffo (-1,78) et Mono (-8,80%).

TBS dans le primaire



TBS dans le secondaire



Meilleurs TBS dans le secondaire : Ouémé (75,05%), Littoral (70,62%) et Atlantique (63,88%)

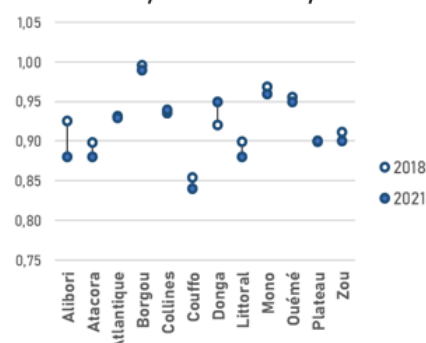
Accroissements du taux entre 2018 et 2021 : Plateau (+0,21), Ouémé (+1,27), Atlantique (+3,57)

Valeur de l'indice de parité du TBS dans le primaire est supérieure ou égale à 0,84 pour tous les départements.

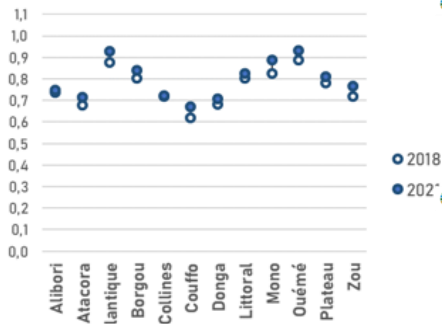
Valeur inchangée entre 2018 et 2021 : Atlantique (0,93), Collines (0,94) et Plateau (0,90).

Baisse générale par ailleurs sauf Donga (+0,03).

Indice de parité du TBS primaire



Indice de parité TBS secondaire



○ Valeurs plus élevées de l'indice de parité du TBS dans le secondaire : Ouémé (0,934) et Atlantique (0,930).

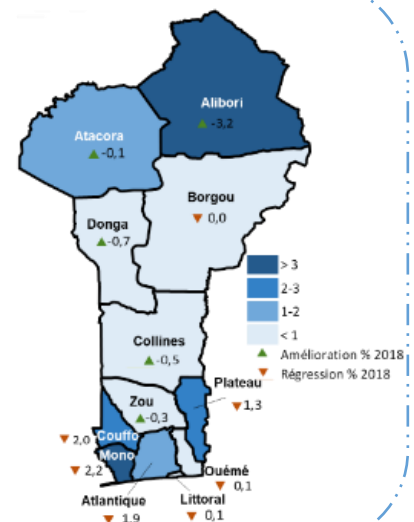
○ Amélioration de l'indice entre 2018 et 2021 : Mono (+0,063), Atlantique (+0,053) et Couffo (+0,051)

Cadre de vie

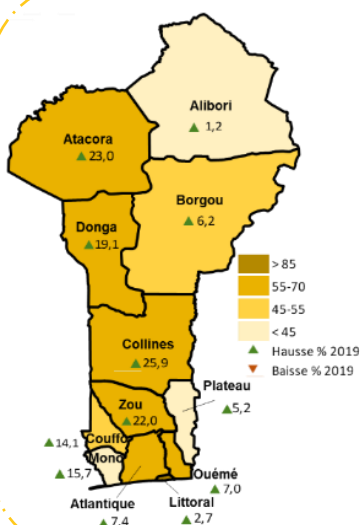
○ Faible proportion générale (augmentation moyenne de 0,3%) de la population urbaine vivant dans des quartiers taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats

○ Niveaux critiques : Alibori (4,4%), Mono (3,5%)

○ Amélioration générale du niveau de l'indicateur par rapport à 2018: Alibori (-3,2), Atacora (-0,1), Donga (-0,7), Collines (-0,5) et Zou (-0,3)



Energie



○ Augmentation moyenne de 13,3% de la proportion de la population ayant accès à l'électricité de 2019 à 2021

○ Plus fortes proportions : Collines (25,9), Atacora (+23).

○ Proportions en 2021 : Littoral (89,8%), Donga (65,5%), Collines (65%), Ouémé (62,4%), Atlantique (61%), Zou (60,5%), Atacora (56%)

FOCUS SUR QUELQUES PROJETS / PROGRAMMES



Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI)

Objectif du Programme



Faciliter l'accès et la rétention des enfants à l'école.



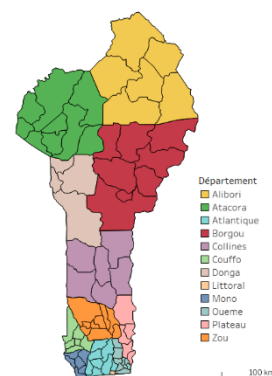
Montant total alloué : € 51,16 millions



Description du Programme

Le PNASI a été mis en place en vue de renforcer l'alimentation scolaire au Bénin en développant une approche multisectorielle et en privilégiant les achats locaux pour améliorer les performances scolaires, la diversité alimentaire et la nutrition des élèves dans les écoles dotées de cantines. Il contribue également à assurer l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire.

Il est exécuté à travers trois (03) composantes à savoir : (i) l'approvisionnement et le fonctionnement de la cantine ; (ii) la mise en place d'activités multisectorielles à l'échelle des écoles (santé, hygiène, agriculture) et l'appui à des groupements de producteurs pour un approvisionnement local des cantines ; (iii) la mise en place des cadres de pilotage du PNASI et le renforcement des capacités des acteurs institutionnels et communautaires. Il est classé dans la catégorie « élargissement des services éducatifs et amélioration des capacités de prise en charge des élèves et étudiants ».



Résultats et Impacts



77 communes impactées avec une couverture de 75% de l'ensemble des écoles à la fin de l'année académique 2022-2023



389 346 nouveaux bénéficiaires de cantines scolaires en 2022 portant le nombre total de bénéficiaires à 1 050 000 enfants

Projet de renforcement du système d'approvisionnement en eau potable des villes d'Abomey, Bohicon, Agbangnizoun, Djidja, Za-Kpota, et Zogbodomey, Phase 1

Objectif du Programme

6



Augmenter la desserte en eau dans les villes d'Abomey, Bohicon, Djidja, Agbangnizoun, Za-Kpota, Zogbodomey et environs en vue de la satisfaction des besoins en eau des populations à l'horizon 2030.



Montant total alloué : € 15,6 millions



Description du Programme

Ce projet comprend plusieurs composantes : (i) l'exécution et équipement de huit (08) forages pour un débit supplémentaire de 1 550 m³/h ; (ii) la réhabilitation de la station de pompage d'eau brute de Cana ; (iii) la construction d'une station de traitement de capacité 1 650 m³/h à Bohicon ; (iv) le renforcement des lignes de refoulement de l'usine d'eau de Bohicon ; (v) la réhabilitation du réservoir de 1 000 m³ de Bohicon zone basse et des châteaux d'eau d'existants ; (vi) la construction de cinq (05) réservoirs et châteaux d'eau pour une capacité totale de 3.350 m³ ; (vii) la pose de 92 km de conduites dont 19 km de réseau d'adduction et 73 km de réseau de distribution ; et (viii) la mise en place d'un système de télégestion.



Résultats et Impacts



1 029 km d'extension et densification du réseau à fin 2022



26 688 d'abonnés actifs au réseau à fin 2022



2 065 m³/h de capacité de production à fin 2022



Construction de cinq (05) réservoirs et châteaux d'eau pour une capacité totale de 3.350 m³

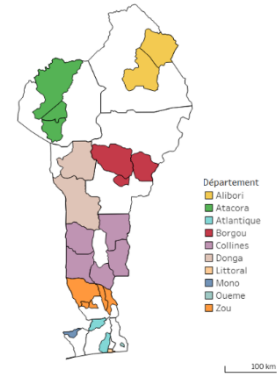


Projet de Renforcement de la Résilience du Secteur de l'Énergie aux Impacts Des Changements Climatiques du Bénin (PANA Energie)

Objectif du Programme



Réduire les conséquences des variabilités et changements climatiques pour le secteur de l'énergie au Bénin.



Montant total alloué : € 4,83 millions



Description du Programme

Classé dans la catégorie « accès à une énergie bas-carbone, fiable et peu onéreuse », le Projet PANA Energie couvre trente (30) communes du pays et regroupe les composantes ci-après : (i) Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques énergétiques, la gestion, les stratégies et outils de planification ; (ii) Développement des pratiques de gestion durable de la terre et des forêts, afin de renforcer la résilience des zones de production de bois-énergie ; (iii) Production et Consommation d'Énergie – Transferts de technologie pour renforcer la résilience des modes de vie et des conditions d'existence des communautés vulnérables.



Résultats et Impacts



Développement d'équipements de cuisson propre à usage domestique et institutionnelle provenant des résidus agricoles au profit de 17 communes afin de protéger les forêts naturelles et communautaires



120 panneau solaires monocristallins 300W-24V



50 lampadaires solaires all in one de 100W de SRESKY + mat de 8m de hauteur



Installation de deux transformateurs électriques intelligents de distribution de capacité 800 kVA au profits respectifs des postes électriques de la SBEE à Sainte Rita et à Cadjèhoun (Cotonou)



Projet de construction de 500 logements sociaux

Objectif du Programme



Construire 501 logements sociaux de type (F3 et F4) dont 200 à Ouidah, 200 à Allada et 101 à Parakou.



Montant total alloué : € 11,51 millions en 2021



Description du Programme

Le projet comprend principalement la réalisation des études architecturale et technique puis le contrôle et la surveillance des travaux ainsi que la viabilisation partielle de sites et la construction des 500 logements. La population cible visée est prioritairement le personnel des forces de défense et de sécurité. Il appartient à la catégorie de dépenses éligibles relative à « l'habitat décent pour les populations pauvres ».



Résultats et Impacts



1 528 emplois créés dans le cadre de la réalisation de travaux à Allada



400 logements construits à Allada et Ouidah



1 481 emplois créés dans le cadre de la réalisation de travaux à Ouidah



101 logements en cours de construction à Parakou



Création de la Cité de l'Innovation et du Savoir (CIIS)

Objectif du Programme



Concevoir, planifier et développer une éco-cité intelligente et durable offrant un cadre stimulant et attractif pour formateurs, chercheurs et entrepreneurs.



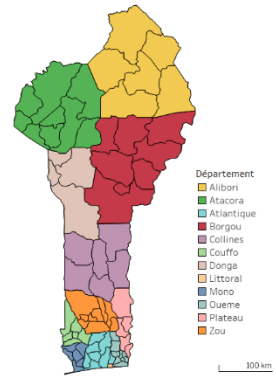
Montant total alloué : € 15,2 millions



Description du Programme

Sèmè City est le symbole de la détermination du Bénin à valoriser le savoir en tant que nouveau moteur de croissance, et à servir de catalyseur pour faire entrer le Bénin dans le top 100 de l'indice mondial de l'innovation d'ici 2030.

Sèmè City permet de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable tels qu'énoncés par les Nations unies dans son Agenda 2030 notamment ceux liés à l'éducation de qualité (4), l'égalité entre les sexes (5), l'emploi et la croissance économique (8), l'innovation (9) et les villes et les communautés durables (11).



Résultats et Impacts



1 021 bénéficiaires des programmes de recherche et d'innovation liés aux enjeux du développement durable et inclusif



Formations linguistiques, & programme de formations continues en intelligence artificielle

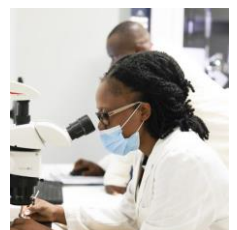
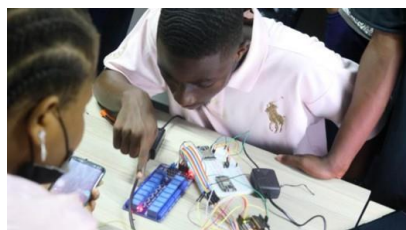


1 000 entrepreneurs bénéficiaires de programmes de renforcement des capacités, d'incubation et d'accélération avec des projets à différents stades de maturité



Ateliers et formations en prototypage et fabrication additive (TechIMA)

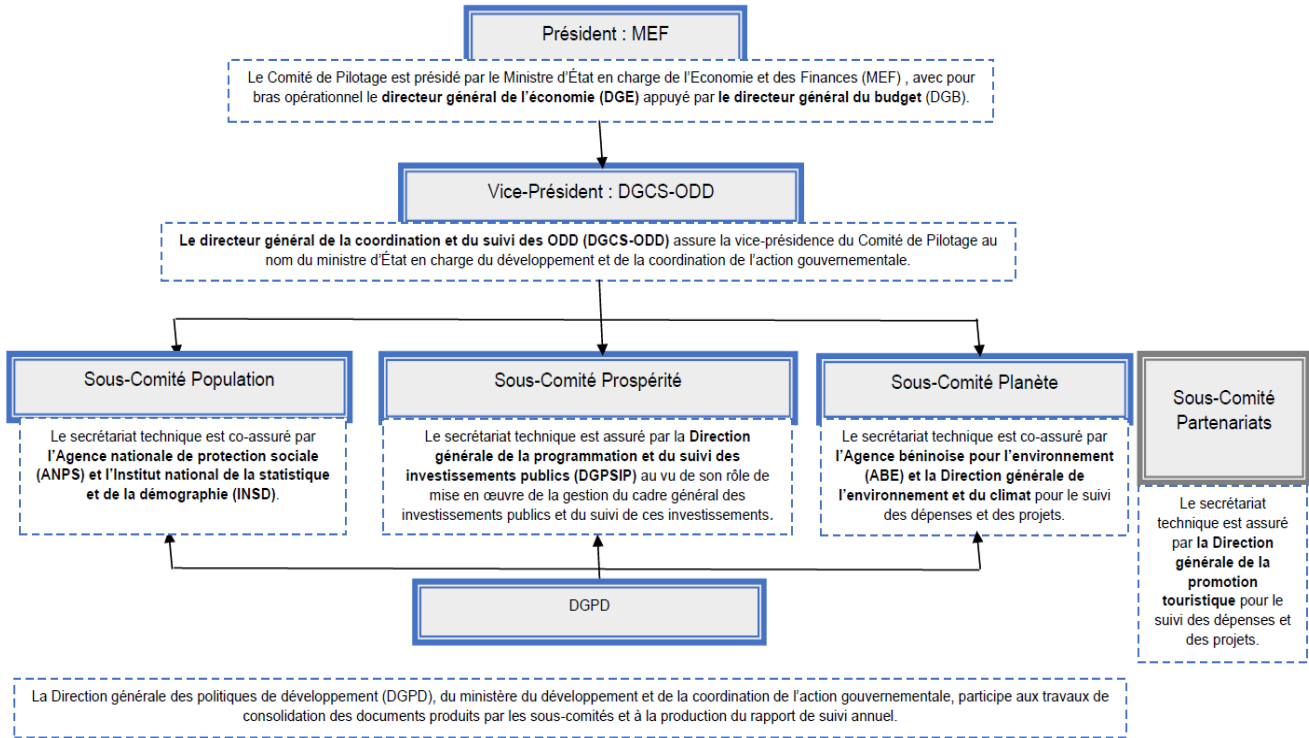
Ateliers d'initiation à l'innovation pour les plus jeunes (TinIMA)



ANNEXES

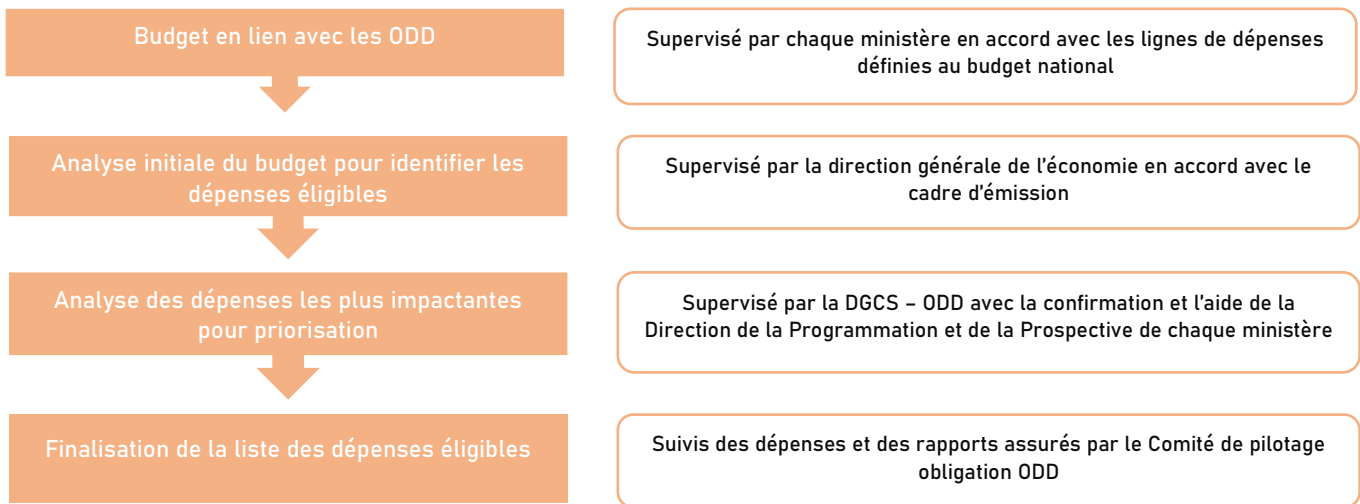


Annexe 1 : Cadre institutionnel de suivi des eurobonds ODD



Source : Cadre d'émission obligatoire ODD, 2021

Annexe 2 : Processus de sélection des dépenses éligibles



Source : Cadre d'émission obligatoire ODD, 2021

Annexe 3 : Ajustements des allocations sur le portefeuille

Piliers	Projets/Programmes	Remboursement (en millions €) [Inchangés]	Nouveau financement Montants initial (en millions €)	Ajustement sur nouveau financement (en millions €)	Nouveau financement ajusté (en millions €)	Allocation totale	Observations
#Pilier 1 : Population	Projet Equité de construction de 80 nouveaux systèmes dans les zones critiques ²⁴	-	22,9	-22,9	0	0	Retard du projet nécessitant son remplacement
	Projet de réhabilitation des adductions d'eau villageoises, renforcement et densification des réseaux existants (PRAEV)	-	0	+22,9	22,9	22,9	En remplacement du projet Equité
#Pilier 2 : Prosperité	Projet Administration intelligente	5,0	1,4	-	1,4	6,4	Nouveaux projets issus de la restructuration ²⁵ du secteur
	Projet Déploiement de l'Internet Haut et Très Haut Débit sur l'ensemble du territoire national	-	1,3	+3,4	4,7	4,7	
	Projet Développement des Usages et de la Confiance Numérique	1,3	-	+5,7	5,7	7,0	

Annexe 4 : Méthodologie d'analyse des interdépendances des ODD

La méthodologie adoptée pour mettre en exergue les interactions entre les ODD se base sur les travaux de Jeff Mohr²⁶. Cette méthodologie est déclinée en trois étapes à savoir : i) l'identification des interrelations entre les ODD, ii) la création du réseau des interrelations entre les ODD et iii) l'analyse de la structure des interrelations à partir des mesures de centralité de l'analyse de réseau.

i) Identification des interrelations entre les ODD

L'auteur a identifié les interrelations entre les ODD en s'inspirant des travaux de David Leblanc²⁷. En effet, David Leblanc a utilisé les indicateurs de chacun des ODD pour identifier les liens entre les principaux ODD (1 et 4, 3 et 10, etc.), puis a regroupé ces liens individuels en un seul lien entre deux ODD (donc si deux ODD étaient reliés par 4 indicateurs, ils seraient plutôt reliés par une seule ligne avec un poids de 4)²⁸.

²⁴ Accroître l'accès aux services d'eau potable en milieu rural à travers le développement des systèmes d'eau potable

²⁵ Ces trois projets regroupent les huit du portefeuille initial à savoir : (i) Projet de Déploiement des Points Numériques Communautaires dans les communes et dans les arrondissements du Bénin, (ii) Programme d'incitation à l'usage du numérique dans l'éducation et la formation, (iii) Projets de Déploiement des infrastructures numériques pour l'extension de la couverture haut débit dans les zones de SU (60 sites), (iv) Projet Administration intelligente, (v) Projet Généralisation de l'usage du e-Commerce, (vi) Projets de Développements de Contenus numériques, (vii) Projet de Densification du Réseau Haut Débit et très Haut Débit, (viii) Projet de Sécurité Numérique du Bénin

²⁶ Jeff Mohr (2016): A toolkit for mapping relationships among the Sustainable Development Goals (SDGs)

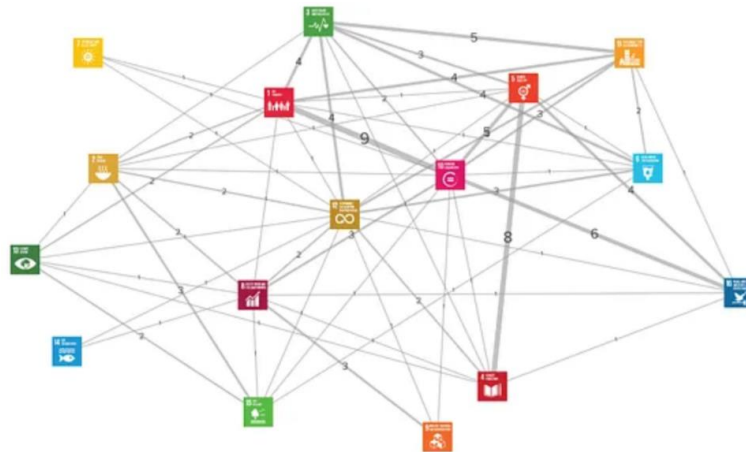
²⁷ David Leblanc (2015): Towards integration at last? The sustainable development goals as a network of targets

²⁸ Dans le présent rapport l'identification des liens s'est basée sur les travaux de la DGCS-ODD en 2019

ii) Création du réseau des interrelations entre les cibles ODD

L'auteur a utilisé la technique d'analyse de réseau qui permet de construire un réseau dirigé de liens des ODD en présentant les liens de causalité. Pour clarifier les objectifs qui ont le plus de cibles en commun, il a mis en exergue les poids des liens représentant le nombre d'indicateurs d'un ODD adressant un autre ODD. Il a également affiché ces poids sous forme d'étiquettes sur les liens du réseau des ODD.

Figure 4 : Interactions entre les ODD

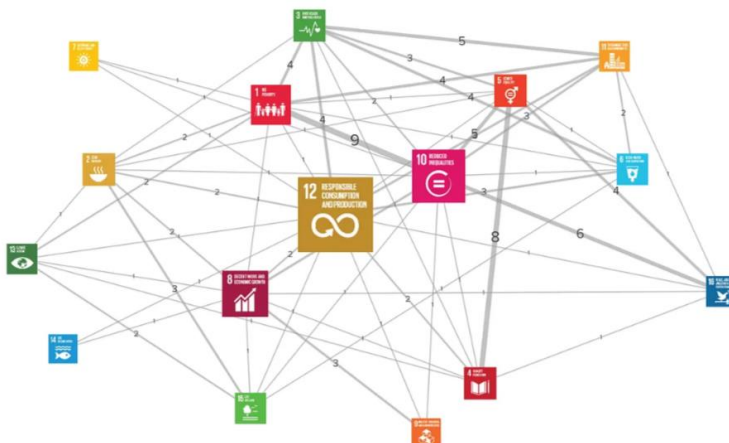


Source : Jeff Mohr, 2016

iii) Analyse de la structure des interrelations à partir des mesures de centralité de l'analyse de réseau

Une fois que l'auteur a créé la structure du réseau, il a exécuté une poignée de métriques de réseau permettant d'identifier les objectifs qui pourraient avoir le plus d'influence dont notamment la métrique « betweenness » (intermédierité en français). En effet, la métrique « betweenness » mesure le nombre de fois qu'un objectif se trouve sur le chemin le plus court entre deux autres objectifs. Dans les réseaux de personnes, c'est un bon indicateur des individus influents.

Figure 5 : Interactions entre les ODD après l'exécution de la métrique betweenness



Source : Jeff Mohr, 2016